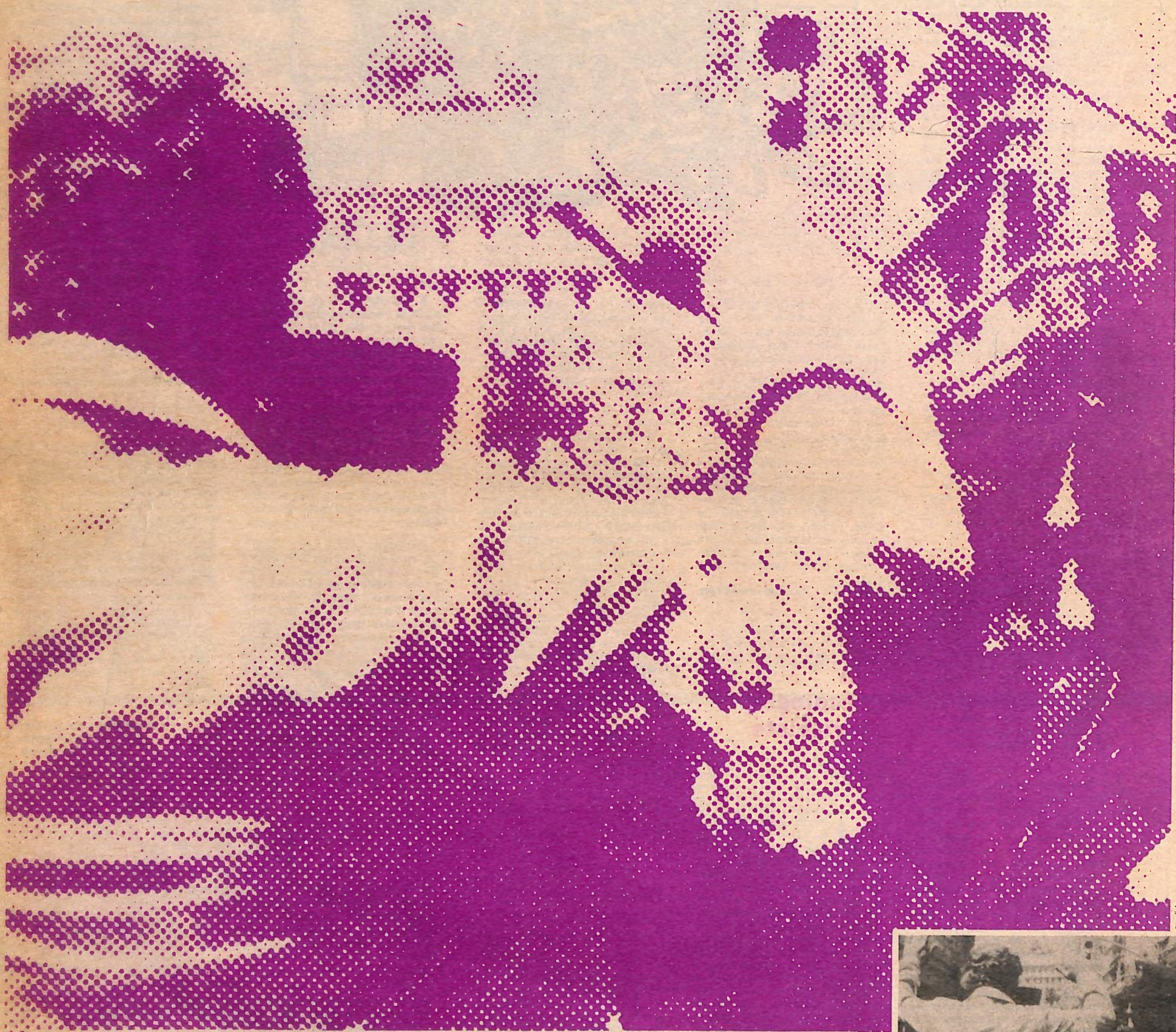


La Gueule ouverte

70 000 F pour la G.O.
(voir p. 17)

n° 280/Hebdomadaire/26 septembre 79

France 5 FF / Suisse 2,50 FS / Belgique 42 FB



***De Pierre Goldman à l'Argentine :
la bête fasciste***

Occitania : Governem nos !

Nucléaire : le syndrome français



D.R.

Non à l'écologie officielle

J'ai la très nette impression qu'une «idéologie écologique» est en train de prendre naissance avec tout ce que cela peut charrier d'intolérance et de coups bas. Les résultats des élections européennes ont grisé quelques têtes. Pourtant qu'espèrent-ils ceux qui ont récolté cinq pour cent aux européennes ? Prendre le pouvoir par les élec-

élections ? Se gargariser parce qu'ils représentent tant pour cent de la population ? Devenir des personnalités ? Voilà bien, en quelques lignes, des mots dangereux. Une idéologie naît donc doucement. Elle aura ses leaders qui sauront, comme tel ou tel professeur (cf le courrier des lecteurs la lettre de Philippe Lebreton) dire tout haut quels sont les écologues normaux ou anormaux, les représentants des croqueux, les marginaux et les dignes d'intérêt. Elle aura son parti et on remplacera la «carte» par un badge (vert bien sûr). On se dira différents de la bande des quatre... Elle aura son organisation efficace, sa voix officielle. Elle aura son projet et en dehors de ce projet il n'y aura point de salut. Il faudra se référer aux textes. Pour arriver au but (gagner les élections), elle aura sa stratégie. Elle sera flûte-couillons comme les autres.

Bonne préfiguration de tout cela : le slogan genre «Pour une Europe sans bruits, votez Europe Ecologie» paru dans le Monde au moment de la campagne électorale.

Voilà l'aboutissement du travail de quelques années de luttes et d'un creux de vague momentané ! L'appropriation de l'écologie par quelques individus qui donnent aux populations leur image de l'écologie. Marc Thivolle rappelait, il y a peu, que nous avions perdu le désir de vivre. C'est bien vrai, notre combat nous a mené à un certain pessimisme et un désespoir non créatif dont certains ont profité. Ce n'est certes pas le pouvoir en place qui doit s'en plaindre. Et combien Isabelle a raison de rappeler que «certains nostalgiques d'un mouvement, d'un rôle historique, se dispensent souvent de vivre un moi-ici et maintenant».

J'ai peur de ce que l'écologie officielle est devenue avec ses écologistes bon teint qui n'ont plus qu'une idée en tête : les élections. (...) La GO, et surtout un bon nombre de gens se regroupant sous le nom d'écologistes, ont opéré une ouverture sur les autres, sur la vie sociale. L'écologie a, en effet, souffert dans ses folles premières années de son manque de vision sociale ce qui a occasionné sans doute certaines réflexions de la part de gens qui étaient peut-être prêts à nous écouter mais que notre irréalisme sur les conditions sociales présentes et à venir (et les mentalités qu'elles façonnent) a fait tout rejeter. Mais attention, cette ouverture des cillères, ce retour sur la vie de tous les jours ne doit pas être, pour nous, que dans les mots. (...) Devant la situation actuelle, nous ne pouvons plus jouer les Ponce Pilate et nous laver les mains dans le bénitier voisin. Nous ne pouvons plus être neutres.

Continuer la lutte en conservant le désir de vie qui nous animait aux débuts historiques du mouvement écolo-



RCOBB

gique, cela veut dire quoi ? D'abord ne pas en rester à la divulgation des idées (journaux, radios libres...), mais y associer l'exemple, la vie de tous les jours.

Ensuite rester en liaison avec la lutte contre l'Etat et toutes ses manifestations malveillantes, notamment par la désobéissance civile, non plus limitée à un petit nombre de convaincus, mais étendue à un maximum de personnes, seule chance de réussite. Il serait peut-être bien d'essayer non ? Retrouver la joie, la force, le désir de vie dans des actions de désobéissance «en masse», sur un point particulier bien précis chaque fois.

(...)

Jean Michel Calvi.

Non à l'écologie ouvriériste

Je viens de lire la GO du 29 août et je suis de plus en plus déçu par la médiocrité de vos analyses. L'article de JL Soulié «artisans et ouvriers dans le Jura» mérite une réponse car on ne peut accepter sans réagir le mea culpa écologique et les admonestations que l'auteur nous inflige en reprenant à son compte et c'est ce que je reproche, les arguments de la communiste Véronique qui veut mettre les jeunes au travail. «Ça me ferait chier qu'il n'y ait pas la relève pour assurer une retraite à mes parents. Je trouverais cela dégueulasse...» Et la GO de se confondre, le rouge au front.

Alors, parce que certains vieux se sont fait exploiter sans réagir, il faudrait que les jeunes travaillent pour leur payer une retraite ? Comme si il y avait transfert immédiat et intégral de la production d'une génération sur l'autre génération. Comme dit Véronique : «toute une vie de boulot pour eux et pour les autres» Pour eux ? Bien peu

semble-t-il. Pour les autres ? Lesquels ? Qui prélève la plus value ? on en arrive à la justification de l'exploitation. C'est triste pour des militants et dramatique pour un journal écologique de pareils dires.

La GO justifie une forme de prise d'otages et de chantage. Si les vieux n'ont que de maigres retraites, c'est la faute des jeunes qui ne travaillent pas assez. Quelle tristesse cette opposition entre les générations ! Et les capitalistes dans tout cela ? Les profiteurs au pouvoir accaparent tout travail et ne laissent à la classe ouvrière que ce qui est nécessaire au renouvellement et à l'entretien de la force productive. L'importance des retraites ou des salaires ne dépend que de la combativité ouvrière. J'ai quitté le PCF en 1955 parce que je le trouvais déjà réformiste. Je ne veux pas y retourner par les trottoirs de l'écologie ouvriériste.

Claude Besso
Ajusteur, militant aux AT
de Rennes

Mais oui à l'économie distributive

Depuis plusieurs mois vous avez lancé une invitation à la réflexion, au débat, à la recherche et au décloisonnement.

Depuis, nous voyons paraître des phrases qui montrent que ni l'équipe de la GO, ni les lecteurs, n'ont abouti au but recherché puisque les mêmes questions réapparaissent presque à chaque numéro.

Pourtant vous aviez bien posé les questions de principe, mais «la crainte d'une nouvelle oppression» vous empêche d'adopter ce qui ressemble à une structure et vous lie les bras.

système économique actuel. Le capitalisme est un déterminisme et il n'y a aucune solution en son sein.

C'est pourquoi je pense que, seule, l'Economie Distributive apporte les réponses à vos questions.

Que vous ne soyez d'accord ni avec les principes de base de l'Economie Distributive, qui sont :

Service Social (pour la production utile)

Revenu Social (à tous les individus, hommes et femmes, de la naissance à la mort)

Egalité Economique (aspect fondamental que n'offrirait jamais le système capitaliste) ni avec le moyen non violent de transformation que nous proposons : la grève générale productrice et distributive

... est votre droit le plus strict. Mais que vous soyez imperméables à la théorie qui «colle» le mieux aux désirs que vous exprimez fréquemment de rupture avec le modèle dominant, de projet socialiste dépassant le cadre des communautés, de destruction du pouvoir central, nous semble relever d'un parti pris non seulement à notre égard, mais à l'égard de tout ce qui détruirait réellement le pouvoir de l'argent.

Vous semblez parfois d'accord sur le fait que le capitalisme n'offre aucune solution d'amélioration, mais lorsque vous cherchez une solution, vous invitez à une bouffe (couverture du n° 266), le MRG fondamentalement capitaliste, le PSU qui ne propose aucune mesure financière ou monétaire permettant un écoulement de la production utile sans contrepartie de travail inutile ou nuisible, les AT et les féministes dont tous les problèmes se heurtent à l'absence de perspectives économiques (alors que les femmes seraient libérées économiquement, donc socialement et philosophiquement, par l'instauration du revenu social).

Aucune allusion n'a jamais été faite à la monnaie de consommation, probablement parce que vous pensez qu'elle nécessite un contrôle et une émission, donc un pouvoir central. Mais peut-être aussi parce que les «révolutionnaires» que vous êtes ne veulent pas supprimer la possibilité de devenir riches un jour.

L'Economie Distributive avec sa monnaie de consommation ne le permettrait pas. Par contre elle permettrait de faire tout ce qui est techniquement possible et socialement utile.

Gabriel Gouinguenet
32 rue Victor Hugo
92000 Nanterre

Librairie

Bataille d'Alger. Bataille de l'Homme. Général de Bollardiers.	19F
Armée ou Défense Civile Non Violente. CLICAN.	6F
Signification de la Non Violence. Jean-Marie Muller.	4F
Le Moment de Tuer (A4 Comix n° 6). Jean Caillan.	5F
Les Trafics d'Armes de la France. CLICAN.	20F
Les Grévistes de la Guerre. Jean Toulat.	23F
Survivre à Seveso ? Collectif d'enquête.	23F
Creys-Malville, le dernier mot. Conseil Général de l'Isère.	30F
La Face Cachée de l'Ecologie. Amis de la Terre de Lille.	6F
Aujourd'hui Gravelines. Demain Offekerkuz. Amis de la Terre de Lille.	5F
Le Défi de la Non Violence. Jean-Marie Muller.	10F
Insoumission Collective Internationale.	12F
La Dimension Ecologique de l'Europe. Catherine Decoan.	28F
Quatre pages «Couteau».	0,50F
L'Héritage. Jean-Marie Muller.	4F
Aspects Technique, Ecologique, Economique et Politique de l'Energie Nucléaire. Yves Le Henaff.	10 exemplaires : 35F 8F
Armements Mondiaux : le Menace Nucléaire. SIPRI.	10 exemplaires : 70F 5F
	10 exemplaires : 40F 100 exemplaires : 300F

Les commandes sont à adresser à la G.O. Indiquez très lisiblement votre adresse sur le bon de commande. Participation aux frais de port selon vos possibilités.



Sommaire

- Encore et toujours, alerte au nucléaire . p. 4-5
- Ecologie et emplois en Lorraine p.6
- La grande manif des femmes p.7
- Dossier Occitanie p. 9 à 12
- La sécurité nationale, de la Bretagne à l'Argentine p. 14 à 16
- La GO continue ! p. 17 à 19



Administration : Bourg de Saint-Laurent en Brionnais, 71 800 La Clayette.
Tél.: (85) 28 17 21. Téléc : ECOPOLE 80 16 30 F.

Notre télex est à la disposition des lecteurs.
Par l'intermédiaire d'un poste public télex-PTT, il est possible de nous envoyer des articles.

De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour et avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre «à rediffuser» en tête du message pour que nous la mettions sur bande perforée).
Pour toute information de dernière minute, vous pouvez téléphoner jusqu'à dimanche 16 h.

SARL Editions Patratras, au capital de 2100 F.

200F à 300F selon vos revenus, 250F minimum pour l'étranger. 180F pour les collectivités. 150F pour les cas sociaux patentés (chômeurs, objecteurs, insoumis, taulards).

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patratras, Le Bourg, 71 800 St Laurent en Brionnais.

Pour les changements d'adresse, joindre la dernière bande d'envoi et 2,40F en timbres.

Nous vous demandons un délai de 15 jours pour effectuer les abonnements, réabonnements en retard et changements d'adresse.

L'été vient de mourir place des Peupliers. Aux alentours de la rue de la Colonie, un quartier populaire. Dernière étape avant la banlieue des victimes de la force centrifuge qui chasse les plus modestes de Paris. Aux fenêtres, une curiosité sans hostilité - des regards se croisent sans se voir - certains sont encore sous le choc, neuf balles pour massacrer un être humain - la haine - le fascisme ordinaire au soleil de midi, la spirale de la violence, terrifiante, la mort appelle la mort, c'est ce qu'«ils» veulent... Jacques Mesrine «justicier gangster» et écrivain biographe a-t-il torturé et joué mortellement avec Tillier le journaliste flic et indic, il fallait toucher au cœur l'écrivain ancien braqueur, Pierre Goldman, journaliste à **Libération**. Dent pour dent.

Manifestation - nécrologie - slogans militaires - front uni antifasciste ! Dogmatisme politique - immobilisme depuis plus de dix ans, après, plus rien - des analyses froides, des formules vidées de leur sens. Tout se passe à l'intérieur et ne sort désespérément pas. Alors la suite logique, le défoulement face aux uniformes symboles du mal, le lynch d'un petit rouage haïeux par cinquante être mûs par la vengeance - pauvre flic qui dérouille, tout ton visage devient rouge, rouge du sang que tu perds de partout comme Pierre qui en est mort. Pierre qui n'était plus que musique - musique de la naissance de l'enfant d'amour qu'attend Christiane - musique battue jusqu'à l'aube au tumba - écho antillais des Afriques d'esclavage - musique douloureuse à la lucidité des cris de révolte - plus jamais.

Un seul moment ne me fera pas regretter de me mêler aux milliers venus marcher dans les rues de Paris. Au passage devant les hauts murs noirs de la Santé, lorsque des centaines de visages, de « paumés » de « piqués », d'otages des lois viendront hurler ton nom aux barreaux : « Goldman, Goldman », les mains crispées aux grillages d'enfermement. Emotion profonde des injustices quotidiennes, hachées par les tribunaux d'un certain ordre.

Aujourd'hui, je pense à la terre, où tu vas bientôt dormir. A ton corps qui va devenir partie intime de notre mère. Je pense à l'Afrique, à l'exil - j'aimerais lorsque tes amis t'accompagneront que ce ne soit pas un cortège funèbre, mais une musique comme aux Antilles. Que tous viennent jouer avec un instrument la musique, le grooka, la salsa, ce qu'ils auront dans la tête : « We can get it if you really want » - pour leur dire que nous sommes du côté de la vie.

Christian Weiss ●

Un accident similaire à celui décrit dans le film «Le syndrome chinois» (1) n'est pas impossible en France. Dix jours après la sortie dans notre pays du film antinucléaire américain, les syndicats CFDT et CGT viennent simultanément de révéler l'existence de fissures inquiétantes dans certaines pièces essentielles des centrales nucléaires à eau légère.

Au même moment, se révélait une fuite, «légère» selon les services officiels, dans le cinquième réacteur de Bugey, qui devait être arrêté pendant plusieurs jours. Aux Etats-Unis il s'était juste passé douze jours entre la sortie du «Syndrome chinois» et l'accident de Harrisburg. Toutes proportions gardées, il n'y a eu en France, à l'heure où nous écrivons ces lignes, aucune contamination radioactive des travailleurs et des populations. L'histoire de l'industrie atomique ne serait-elle qu'un perpétuel recommencement ?

C'est le vendredi 22 septembre, au cours d'une conférence de presse, que la CFDT a annoncé l'existence de fissures dans certains réacteurs de la filière PWR. Point de départ de l'affaire : Au cours de l'année 1978, un soudeur des ateliers Framatome à Chalon-sur-Saône découvre des fissures sur des plaques tubulaires de générateurs de vapeur destinés aux centrales nucléaires. La CFDT donne des précisions techniques : « les plaques tubulaires sont des pièces massives de 3,5 cm de diamètre et de 53 cm d'épaisseur percées de 6776 trous. La face inférieure de ces plaques qui sont en contact avec l'eau du circuit primaire est revêtue d'un « beurrage » en inconel (ndlr : alliage très riche en nickel). Les fissures ont été découvertes sous le revêtement d'inconel et au cours de la fabrication de la plaque tubulaire d'une des dernières tranches du programme PWR 900MW. Dans les mois suivants, les militants syndicaux ont décelé de semblables fissures sur pratiquement toutes les plaques tubulaires contrôlées en usine. Second temps de l'investigation de la CFDT : au printemps 1979, toujours dans les ateliers de Framatome, on constate des fissures sur les tubulures de la cuve d'une centrale dont la fabrication venait de se terminer. La CFDT explique : « les tubulures sont les pièces de liaison entre la cuve du réacteur et les tuyauteries primaires. Ces pièces sont soumises à un champ de contraintes particulièrement complexe : c'est en effet par l'intermédiaire de ces tubulures qu'est supportée la cuve, donc le cœur du réacteur qui y est contenu ».

part, si ces fissures se propageaient pendant la vie du réacteur (NDLR : c'est le propre des fissures de s'agrandir), cela pourrait entraîner la rupture d'une partie importante du réacteur. Tant la rupture des tubulures de cuve, que la rupture des plaques tubulaires des générateurs de vapeur constituent des accidents non pris en compte dans la construction des réacteurs nucléaires et dans l'élaboration des parades de sûreté, car ces accidents sont considérés comme impossibles. Leur prise en compte en vue d'en limiter les conséquences conduirait à des modifications de conception très importantes de la centrale ».

Selon la CFDT, de tels problèmes se posent à coups sûr pour les trois réacteurs PWR en instance de chargement de combustible (Tricastin 1, Gravelines 1, Dampierre 1) et pour tous les réacteurs actuellement en construction. Ainsi, des contrôles auraient fait apparaître des fissures sur Tricastin 2. Le syndicat pose aussi des « interrogations fondamentales » en ce qui concerne les six réacteurs de ce modèle en fonctionnement (Fessenheim 1 et 2, Bugey 2, 3, 4, 5). Il semble toutefois que ces centrales aient été construites selon des procédés industriels quelque peu différents. Comme le précise J.M. Leduc, secrétaire de la fédération métallurgie de la CFDT, « tous les constructeurs étrangers ont des problèmes avec la tenue des matériaux et

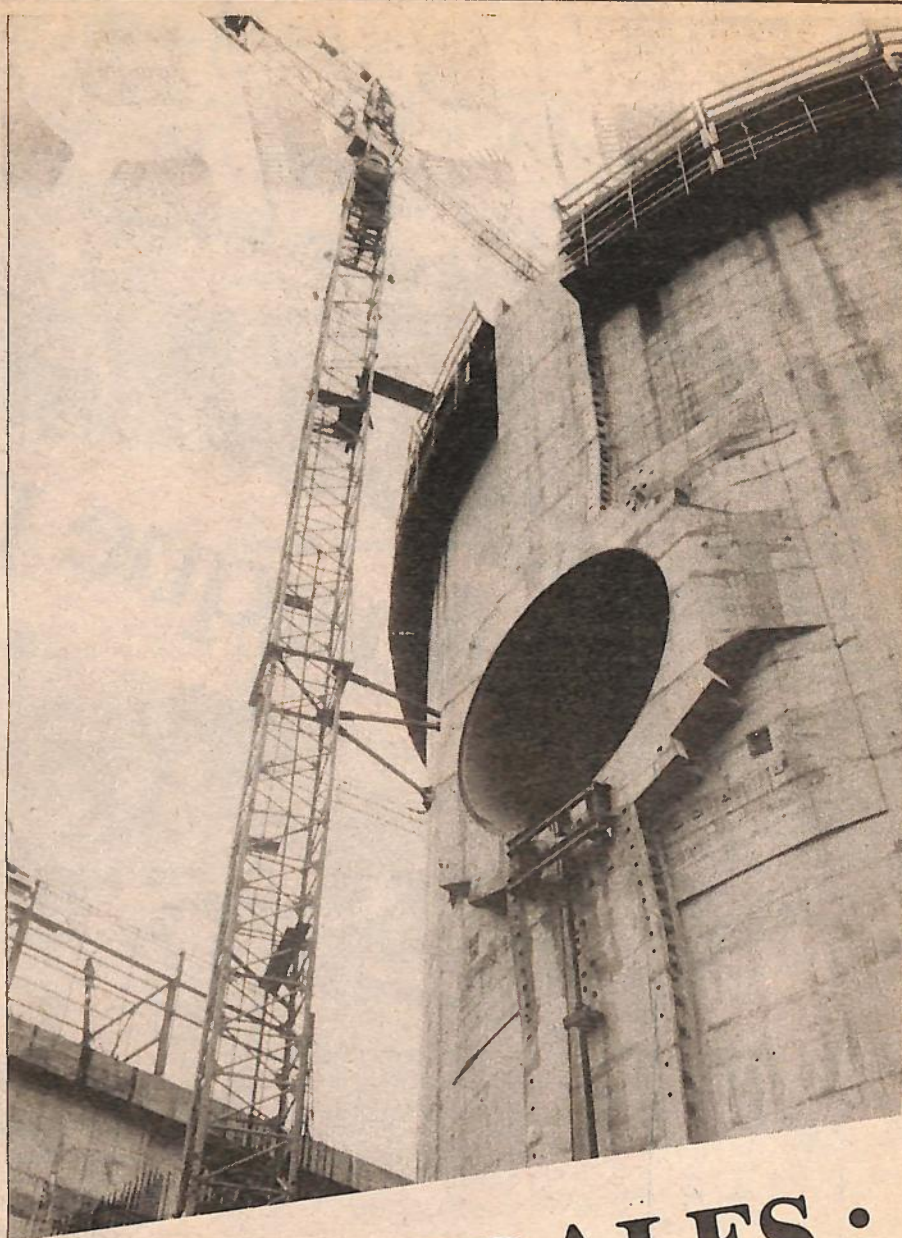


Photo Pierre Gallocher

FISSURES DANS LES CENTRALES : LE SYNDROME FRANÇAIS

Fait significatif : l'existence des fissures est confirmée par la fédération CGT des industries de l'énergie qui s'en indignait dès le 13 septembre dans une lettre adressée au directeur d'EDF. Selon la CGT, le revêtement inoxydable des cuves des réacteurs du Tricastin, Gravelines et Dampierre, qui doivent prochainement être mis en service, présente des fissures. « Bien que ces fissures n'apparaissent pas présenter de danger immédiat », la CGT exige que les réparations nécessaires soient effectuées avant le chargement et va jusqu'à envisager de « demander au personnel de s'opposer au chargement des réacteurs dans la mesure où les conditions de sécurité ne seraient pas pleinement garanties ». Selon L'Humanité (21 septembre 1979), la « nationalisation du nucléaire » peut seule résoudre ces problèmes de sécurité.

Tel n'est pas, on s'en doute, l'avis de la CFDT. Henri Fauque, secrétaire de la FGE (Fédération Gaz et Electricité), souligne : « on ne pense pas que l'acier socialiste soit meilleur ». De même, contrairement à la CGT, la CFDT prend très au sérieux les risques présentés par ces fissures. Ainsi que l'explique Michel Rolant, secrétaire national (qui présidait la conférence de presse, signe de l'importance accordée par la confédération à cette affaire), les défauts constatés « affectent gravement la sécurité des installations : une rupture de la cuve est possible ». La CFDT précise : « l'existence de ces fissures fragilise une partie essentielle du réacteur nucléaire qui, de ce fait, ne pourrait peut-être pas résister à un accident dont la cause se situerait ailleurs. D'autre

des tubes internes, notamment Westinghouse aux USA ». Tout récemment, la centrale belge de Tihange a été arrêtée pour des défauts « dix fois plus faibles ».

Dans l'immédiat, la CFDT réclame « une campagne de contrôle systématique de toutes les tranches 900MW en fonctionnement, en cours de chargement et en construction ». M. Rolant et G. Tiersen, secrétaire général de la fédération gaz-électricité, ont envoyé respectivement des lettres à André Giraud, ministre de l'Industrie et à Charles Chevrier, directeur général d'EDF. Henri Fauque souligne qu'il est difficile de vérifier les cuves des centrales en activité avec les techniques de contrôle actuelles. Face aux accusations syndicales, la réaction « officielle » a été prompte. Pour André Giraud, abondamment interviewé par les stations de radio et de télévision, comme pour les dirigeants d'EDF, il s'agit de défauts « superficiels » qui « ne mettent pas en danger l'exploitation des centrales ». Le ministre de l'Industrie (ancien patron du commissariat à l'énergie atomique) est catégorique : « je garantis absolument la vigilance des services de sécurité. Les systèmes de protection sont tout-à-fait satisfaisants tels qu'ils sont ».

Au passage, le ministre de l'Industrie et la direction d'EDF lâchent un aveu de taille : les services de sécurité étaient au courant depuis plusieurs mois. Les autorités ont donc délibérément décidé de garder le silence.

Le conseil pour l'information sur l'électronucléaire, créé en grande pompe par Valéry Giscard d'Estaing après Malville, n'a jamais été saisi du dossier (2). Une fois

de plus la politique du secret triomphe. Une fois de plus, la poursuite d'un programme nucléaire intensif se révèle contradictoire avec le respect de la démocratie et de la libre information. Le rapprochement avec le scénario du « syndrome chinois » est décidément frappant. A une différence près : aux Etats-Unis, ce sont les journalistes qui forcent les murs du silence, tandis qu'en France l'honneur de la démocratie se trouve sauvé par les syndicalistes conscients.

Et maintenant ? La CFDT va déterminer son attitude en fonction des réponses des instances officielles et de la façon dont le problème est effectivement pris en charge. En tous cas, l'affaire, selon les termes d'Hubert Prévot, secrétaire confédéral de la CFDT, « valide l'importance de la campagne menée avec d'autres organisations, dont les Amis de la Terre et le Parti Socialiste, pour une autre politique énergétique et contre le tout-nucléaire ». Dès avant la révélation de cette « fuite », la campagne s'était renforcée de la participation de 9 autres organisations : la Fédération Léo Lagrange, la JEC, le Mouvement pour une Alternative Non-violente, le Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne, la Ligue des Droits de l'Homme, le mouvement de la Libre Pensée, le Conseil National des Associations Familiales Laïques, les Associations Populaires Familiales, le Comité de Liaison des Associations de Jeunesse, le mouvement Jeunes et Nature.

Reste à savoir si la lourdeur de cet attelage organisationnel permettra de faire face en souplesse à toute situation inattendue. En relevant cette affaire, la CFDT a abattu une carte considérable. C'est maintenant aux écologistes de jouer.

Laurent Samuel ●

LES AMIS DE LA TERRE DEMANDENT UN ARRÊT DES CENTRALES

* Les révélations des travailleurs CFDT du nucléaire concernant de profondes fissures qui affecteraient les pièces maîtresses des réacteurs PWR confirment avec force les préventions des Amis de la Terre à l'égard des insuffisances des procédures de contrôle des installations et les impasses techniques du programme nucléaire du gouvernement.

* Les Amis de la Terre rappellent que la « Commission Royale de la Science et de la Technologie Britannique » avait, suite à l'expertise de Sir Alan Cottrell lors de la session de 1973-74, recommandé le renoncement à la filière PWR du fait précisément des risques d'amorces de rupture par fissurations aux raccords de tubulures sur la cuve.

* En France, aucune procédure d'urgence sur ces composants essentiels n'est envisagée, cette ayant été jugée impossible.

* En conséquence, les Amis de la Terre demandent :

- l'arrêt pour inspection des six réacteurs PWR en fonctionnement (Fessenheim 1 et 2, Bugey 2, 3, 4 et 5) ;
- les reports d'autorisation de mise en service des réacteurs en cours d'essai à Gravelines, Dampierre et Tricastin.
- la création de commissions d'enquête constituées paritairement avec les promoteurs et exploitants des centrales, les élus, et les organisations signataires de la pétition nationale énergie, en vue de l'inspection des réacteurs en service, la réévaluation des normes de sécurité et des procédures de contrôle.

* Ils appellent les populations à exiger, par l'intermédiaire de leurs élus et des organisations, la mise en place de ces procédures.

Les Amis de la Terre ●

(1) Dans de nombreuses salles à Paris, en banlieue et en Province (voir votre quotidien habituel). Une démonstration implacable des rapports entre l'atome, les pouvoirs et les médias.

(2) Pierre Samuel (ne pas confondre avec le signataire de ce papier), représentant des Amis de la Terre dans cet organisme, vient de s'en indigner dans une lettre ouverte à la présidente Simone Veil. Il exige une réunion urgente du conseil sur cette affaire.

SUPER PHOLIX

N°26 - Septembre 1979 - N° commission paritaire 60838.

JOURNAL DES COMITES MALVILLE



3^e

Vous pouvez vous procurer ce numéro spécial de Super-Pholix en le commandant à Georges David Le Poulet, 01680 Lhuis. 3F l'exemplaire, 20F les dix exemplaires pour diffusion.

NUCLEAIRE ET EMPLOI: MYTHES ET REALITE



D.R.

Le nucléaire crée des emplois, disent les uns. Faux, répondent les autres et, plus ironiquement, ils ajoutent : «seules les entreprises de pompes funèbres bénéficieront des retombées du programme nucléaire». Longtemps le débat est resté à ce niveau mi-slogan, mi-humour noir, sans que les anti-nucléaires ne puissent battre en brèche les affirmations sérieusement chiffrées des services de l'EDF. Avec la parution du numéro spécial de Super-Pholix consacré au thème Nucléaire et Emploi, c'est à un tournant important dans la réflexion du mouvement que nous assistons.

Deux moments forts dans ce numéro : la transcription de l'interview réalisée par Radio Verte Fessenheim de l'un des travailleurs ayant participé au déchargement du combustible du réacteur de Fessenheim en avril 1979, et une analyse du Comité Malville de Lyon sur la place du nucléaire dans la restructuration de l'économie française.

Le premier document est édifiant. Pour la première opération de ce type, les «faillies» n'ont pas été «humaines» (comme se plaisent à le répéter sans cesse les tenants de l'industrie nucléaire), mais techniques. Des robots n'ont pas marché, des boulons se sont révélés trop longs, ce qui, dans le cœur d'un générateur de vapeur, est une découverte angoissante. Un exemple ? Celui du dévissage du couvercle. «Au moment où ils ont enlevé tous les goujons qui tiennent le couvercle, la machine qui devait le faire n'a pas fonctionné. Ces goujons, au lieu d'être dévissés à la machine, ont été dévissés à la main. Plusieurs entreprises ont participé à cette opération. Cette machine était très bien étudiée. Mais je pense qu'elle est restée trop longtemps dans le réacteur, puisqu'elle avait été mise dans celui-ci au moment de sa mise en service. Le réacteur est monté en température et beaucoup de choses sont tombées en panne». Conséquence pour les travailleurs : un travail plus long que prévu en zone exposée. Bien évidemment, ce sont des entreprises intérimaires qui se chargent de ce type de travail, évitant ainsi à EDF d'avoir à payer les pots cassés si certaines contaminations se révèlent trop graves. Première leçon : si le nucléaire crée des emplois, ceux-ci sont dangereux et le minimum de protection médicale n'est pas assuré.

Cela, on le savait déjà, surtout depuis la sortie du film de la CFDT - La Hague : *Condamnés à réussir*. Il n'est pourtant jamais inutile de le rappeler tant les chiffres assénés par EDF excluent les questions que posent les travailleurs du nucléaire.

Plus novateur, le texte du Comité Malville de Lyon analyse la place de l'industrie nucléaire dans le processus de restructuration de l'économie française.

«Il est incontestable que l'industrie nucléaire est l'un des piliers de la restructuration, en ce sens qu'elle oriente les investissements, les concentrations de capitaux, qu'elle vise à trouver des débouchés extérieurs où la France bénéficierait d'une certaine exclusivité. (...) Dans la mise en place du programme, on retrouve, concentrées, toutes les caractéristiques de la disparition organisée de l'industrie française passée, tout ce qui va inscrire la France dans la nouvelle division du travail.»

Suit une analyse point par point de cette politique de «réajustement» de l'économie française aux nouvelles contraintes internationales (comme dirait Barre). «La France n'a plus la maîtrise complète de la recherche et du développement des techniques qu'elle emploie : on «francise des techniques étrangères». (...) Le nucléaire, c'est l'éclatement des fabrications, la systématisation de la sous-traitance ; (...) il élimine certaines entreprises en donnant aux concurrents les commandes du programme». Le cas d'Alstom est traité en exemple dans un article de ce numéro spécial. En conséquence de quoi le nucléaire accélère la restructuration des trusts qui ont réussi à arracher une part du gâteau.

Parallèlement au développement de la sous-traitance, on assiste à un recours de plus en plus fréquent au travail intérimaire.

«Toutes ces transformations nous conduisent à un type nouveau de classe ouvrière : d'un côté quelques techniciens «privilegiés» qui disposent d'un statut viable, de l'autre une masse de travailleurs précaires, proie de l'intérim et des contrats à durée déterminée, mal payés et ayant intérêt à fermer leur gueule, donc voués aux conditions de travail les plus abrutissantes et les plus dangereuses (1). Le tout sur un fond de contrôle social généralisé et de répression de toute déviance. Il est évident que cette transformation a aussi pour but d'empêcher les travailleurs de s'organiser. (...) D'où une première convergence entre le mouvement anti-nucléaire et le mouvement syndical : la victoire du programme nucléaire signifierait un recul important pour le mouvement syndical.»

Sans être aussi optimistes que les auteurs de ce texte sur le ralentissement du processus de restructuration que permettrait une victoire anti-nucléaire (la restructuration est en grande partie derrière nous), nous ne pouvons qu'adhérer à la leçon qu'elle tire de cette analyse : «Tout ceci fait que pour nous, la convergence entre le mouvement syndical et le mouvement anti-nucléaire n'est pas une tactique qui peut varier au gré des situations ; c'est et ce sera une préoccupation constante du Comité Malville de Lyon et, nous l'espérons, de tous les anti-nucléaires». D'idéologique, la convergence devient plus organique. Il ne s'agit plus d'attirer à nous des «syndicalistes éclairés», mais de découvrir enfin que nos oppositions ont un facteur commun en cette restructuration dont, ici et là, nous combattons certains des aspects les plus saillants.

Marc Thivolle ●

(1) «L'ouvrier masse» et «l'ouvrier précaire» diraient les théoriciens italiens du mouvement. Voir le livre d'Antonio Negri : «La classe ouvrière contre l'Etat» (éditions Galilée 1978, 312 pages).

ET SUPER PHENIX ?

Les responsables français de la sécurité ont annoncé qu'un accord serait bientôt conclu sur la méthodologie de l'expertise des effets d'un accident majeur du réacteur à neutrons rapides Super-Phénix.

Un tel accord est considéré comme essentiel au programme français de surrégénération en particulier pour la prochaine génération que la France prévoit de lancer au début des années 80. En effet, selon la loi française, un réacteur nucléaire doit être capable de supporter les effets d'un accident majeur à l'intérieur de limites jugées acceptables par l'Office central de sécurité des installations nucléaires dépendant du ministère de l'Industrie. «Le problème est toujours celui du confinement» a déclaré un haut personnage responsable de la sécurité, et à Super-Phénix, nous sommes confrontés à de nouvelles variables : pressions plus élevées système sodium-eau, plus haut niveau de radiations.

Pour Novatome, constructeur de Super Phénix, les exigences de l'Office de sécurité présentent d'autres problèmes tant que la simulation réelle des conditions d'un accident serait jugée trop chère. Certains ingénieurs déclarèrent en privé que le ministère de l'Industrie était trop «académique» en leur demandant de prouver que Super Phénix pouvait répondre aux critères fixés pour les PWR en cas d'accident maximum croyable. L'Office de sécurité maintient toutefois ses exigences et les divergences sont apparemment en passe de trouver une solution.

En effet certaines prévisions de réaction à un accident de Super Phénix seront sans doute établies sur un modèle sophistiqué d'ordinateur, et révisées au fur et à mesure que la technologie des surgénérateurs se développera sur une base de temps plus longue.

Les responsables du ministère ont annoncé qu'un accord sur les possibilités de réponses à un accident de Super Phénix est attendu dans les prochaines semaines.

(Source : Nucleonics Week du 30 août 79).

L'écologie contre le chômage

*Peut-on prôner le recyclage
sans défendre les recycleurs ?
L'usine de recyclage de vieux cartons
de Nancy-Laneuville (273 emplois)
est menacée de fermeture.*

L'usine de Nancy est l'une des vingt que possède le groupe La Rochette-Cenpa, le deuxième groupe papetier français. Chaque année elle transformait en carton pour boîtes à chaussures, classeurs, reliures, tiges d'allumettes, placoplatre, etc. près de 46 000 tonnes de vieux papiers et cartons ramassés presque exclusivement dans les supermarchés et dans certaines usines de la région. Elle n'en ramassait pas encore dans les administrations ni chez les particuliers. Des possibilités importantes de développement du recyclage existent donc encore pour cette seule usine de recyclage de papier de la région.

Est-il besoin de rappeler l'odeur désagréable et quasiment inévitable qui s'échappe des usines qui transforment le bois en pâte à papier ? A cette nuisance s'ajoute la pollution de quantités énormes d'eau qui devrait entraîner des investissements élevés dans la construction de stations d'épuration. Le recyclage des vieux papiers destinés à être transformés en carton est bien moins polluant. Le papier journal dont on importe plus de la moitié de nos besoins, pourrait même être retransformé en papier journal à condition d'avoir été imprimé avec un procédé permettant le désencrage.

En 1978, les 2/3 du carton et moins de 5% des papiers d'écriture et d'impression fabriqués en France provenaient de fibres de récupération.

Le recyclage et l'énergie

Pour fabriquer une tonne de pâte à papier à partir du bois, les papetiers français consomment 0,48 tonne d'équivalent pétrole, soit près de 50% de son poids. Avec une consommation annuelle de près de un million de tonnes d'équivalent pétrole (soit près de 3% de la consommation d'énergie à des fins industrielles), la fabrication de la pâte à papier se situe parmi les dix branches industrielles les plus consommatrices en énergies, à la fois en valeur absolue et en pourcentage du poids du produit.

La fabrication de carton recyclé exige en revanche six fois moins d'énergie que la fabrication du même carton directement à partir du bois. En recyclant davantage du vieux papier et en alignant les procédés de fabrication de la pâte sur ceux de nos voisins moins consommateurs en énergie (Autriche par exemple) on estime que la consommation d'énergie par tonne produite pourrait être abaissée de 60%.

Ces économies potentielles d'énergie ne semblent guère préoccuper le gouvernement qui a donné une subvention de 47 millions de francs et un prêt de 400 millions à très faible taux d'intérêt à La Rochette-Cenpa pour agrandir son usine du Rhône à Tarascon qui ne recycle pas mais fabrique de la pâte à partir du bois. Cela obligera l'usine à agrandir son rayon d'approvisionnement, donc à augmenter la consommation d'énergie pour le transport du bois.

Le gouvernement ne cherche-t-il pas de la sorte à développer les usines grosses consommatrices d'énergie et à fermer les autres ? Ainsi nos besoins en énergies seront accrus, ce qui aidera à justifier le nucléaire, non comme producteur d'énergie, mais comme fer de lance de l'exportation pour le profit de quelques multinationales.

Filière bois et balance commerciale

La filière bois est le deuxième poste le plus déficitaire de notre balance commerciale après le pétrole. Les importations de pâte à papier, de papier carton et meubles nous coûtent autant que deux mois d'importation de pétrole.

Si donc le déficit de la balance commerciale préoccupait réellement le gouvernement, il paraîtrait raisonnable de chercher à annuler le déficit de la filière bois, ce que la forêt de l'hexagone et une industrie aval efficace et privilégiant le recyclage pourraient permettre. Il resterait même un surplus pour produire de l'énergie. L'examen de la politique gouvernementale montre cependant qu'au delà du discours, ses préoccupations sont essentiellement autres. (1).

Plus de 40 000 personnes ont perdu leur emploi dans la filière bois depuis 4 ans ! Des menaces de licenciements ont commencé à planer sur l'usine de Nancy la Neuville depuis l'automne 1977. La direction de l'usine, sans doute sur la recommandation de la Banque Paribas, celle-là même qui « assainit » la sidérurgie et la métallurgie en Lorraine, avait décidé dès ce moment-là de fermer l'usine. Le groupe La Rochette-Cenpa (2) est en effet essentiellement contrôlé par cette banque, par la Cellulose du Pin contrôlée par Pont à Mousson-St Gobain, par la famille Franck et par un groupe nord américain : Saint Regis Paper.

Pendant la période pré-électorale, le ministre de l'Industrie et le député-maire de Nancy, ancien secrétaire d'Etat à ce même ministère, ont affirmé que l'usine ne fermerait pas et qu'ils s'opposeraient aux décisions de licenciement. Au début de l'été 1978 les lettres de licenciements arrivèrent !

L'entreprise faisait pourtant un bénéfice de 22% du chiffre d'affaires. L'un des gros actionnaires aurait même manifesté le désir de racheter totalement l'usine. Mais il en aurait été dissuadé par Paribas. L'inspecteur du travail, suivi en juillet dernier par le tribunal d'Instance de Nancy, refusait le licenciement, jugeant l'affaire viable. En dépit de cela, le ministre du Travail, M. Boulin, autorise le licenciement !

Le gouvernement vient aussi d'accepter cette semaine que les Ciments Lafarge cèdent leur activité « emballage » en France à un groupe suédois. Quelle est donc la volonté de ce gouvernement ? Ne serait-elle pas en réalité, en dépit des affirmations du



Président de la République décrétant que la France pourrait prendre la tête du mouvement écologique (!), de servir les intérêts des grands groupes industriels ?

L'heure de l'action

Ces licenciements exigent que tout écologiste conséquent réfléchisse et agisse. L'heure n'est pas aux élaborations de propositions bien ficelées qui ne seraient suivies d'aucun effet, ou d'effets contraires à ceux que nous souhaitons.

Le nucléaire, la disparition des emplois notamment dans le recyclage, la balance commerciale, sont des aspects interdépendants. Ils font partie, parfois malgré les apparences, d'un ensemble de décisions cohérentes, mais non écologiques, auxquelles nous devons nous

opposer. Le PSU de Nancy appellera toutes les personnes concernées à se réunir dans les prochains jours pour examiner avec elles les moyens de défendre les recycleurs. A quoi bon, en effet, discourir sur le recyclage si l'on ne défend pas ceux qui le pratiquent ?

Arthur Dumonceau ●
(Commission Agriculture et Forêts du PSU)

(1) Il y a certes de nombreux endroits où la forêt privée est surexploitée à des fins spéculatrices, mais globalement la forêt est insuffisamment gérée et sous exploitée. L'accroissement annuel des forêts en gros bois est d'environ 50 millions de mètres cubes alors que nous n'en exploitons que 32 millions de mètres cubes.

(2) Pour plus de détails voir le **PSU Documentation** sur la forêt, 9 rue Borromée, 75015 Paris, 6F franco.

Marche nationale des femmes le 6 octobre

Notre corps nous appartient



Notre droit à l'avortement est remis en cause. Votée pour cinq ans, la loi de 1975 sera rediscutée à la prochaine session parlementaire.

Cette loi restrictive et mal appliquée n'a pas répondu à la volonté et aux besoins des femmes. Et certains projets en préparation menacent de réduire encore notre liberté.

Cette menace s'inscrit dans l'actuelle campagne de renvoi des femmes à la maison : propagande nataliste, travail à mi-temps, chômage déguisé, utilisation de la crise.

Le 6 octobre, les femmes manifestent,

Appelées par des femmes qui, au-delà de leurs différences, de leurs divergences, et qu'elles appartiennent ou non à des groupes, des collectifs ou des organisations, se sont unies pour que nous exigions ensemble :

- l'abrogation de la loi de 1920 ;
- la dépénalisation totale et définitive de l'avortement ;
- la suppression de toute clause restrictive et dissuasive ;
- les moyens pour toutes d'avorter dans de bonnes conditions.

Comme par le passé (manifestes, procès, pratiques illégales de l'avortement, manifestations sur la voie publique, pétitions, dossiers, études, campagnes de presse, ...) nous, femmes, prenons l'initiative de la mobilisation et des moyens de la lutte. Ce qui n'exclut pas que d'autres actions soient impulsées d'ici le débat parlementaire par toutes les organisations qui, aujourd'hui, se déclarent prêtes à combattre pour le droit à l'avortement. Etant bien entendu qu'aucune d'entre elles ne saurait parler en notre nom ni agir à notre place.

Nous savons aussi que beaucoup d'hommes, individuellement, tiennent à exprimer leur solidarité, à cette étape de notre lutte. Certains ont déjà accepté l'autonomie nécessaire du mouvement des femmes, et compris l'enjeu politique d'un rassemblement de femmes. Nous nous réjouissons par avance de toutes les initiatives distinctes qu'ils ne manqueront pas d'organiser avant, pendant et après le 6 octobre.

Le collectif de coordination ●
de la marche du 6 octobre

- Permanences, renseignements :

Lundi, mercredi, jeudi, vendredi après-midi : 566 79 16. Matin : 606 57 84.

- Date :

6 octobre 1979 (samedi).

- Heure :

Rassemblement à 14 heures, départ à 15 heures.

- Départ :

Place Denfert-Rochereau, Paris, XIV^{ème} arrondissement.

- Coordination, régions :

Pour celles qui habitent la province, nous avons envoyé une lettre à un grand nombre de centres du planning familial, en leur demandant de bien vouloir assurer la coordination pour chaque département. Ce réseau est celui qui couvre le mieux les différentes régions. Mais nous

n'avons pas toujours pu nous assurer de contacts personnels. Vous pouvez également joindre, pour former des groupes, les centres, maisons et librairies des femmes de votre ville. Si des problèmes se posaient, vous pouvez nous joindre aux permanences indiquées.

- Financement :

Les dons peuvent être adressés à Colette Grandgérard, compte n° 506 46 109, Société Générale B.S. 15 20, 118 Faubourg Saint Antoine 75012 Paris.

- Hébergement et offres d'hébergement :

Contactez 16 rue de Patay, 75013 Paris. Tél. 583 97 64.

Les autocollants, badges, affichettes et affiches sont disponibles à Histoires d'Elles, 7 rue Mayet, 75006 Paris. Tél. 566 79 16. Librairie des Femmes, 68 rue des Saints Pères, 75006 Paris. Tél. 222 02 08.

Les murs ont des oreilles



Le groupe Knack

Ceux qui me connaissent savent que je suis un garçon plutôt gentil. Bien sûr, il ne faut pas me marcher sur les pieds (surtout quand je danse), mais en temps normal, ça va, je préfère les bises aux coups de poing. Pourtant, cette fois-ci, j'aimerais bien taper un peu pour passer ma grosse colère, parce que, oui, la fureur me tient.

Vous me demandez ce qui motive cet inhabituel courroux ? C'est une enquête du mensuel *Best* (qui nous avait pourtant habitué à plus de sérieux) sur *le rock d'ici* (n° 134, septembre 79). Hé, mais en général, tu défends pourtant le rock français, non ? C'est vrai, et ça continuera. Mais ce coup-ci, les petits jeunes ont dépassé les bornes. A la question (c'est une enquête sous forme d'interview) : comment aimez-vous les filles ? (c'est malin et intéressant, vous voyez) les fans de guitares électriques répondent par des choses qui méritent des baffes.

Mistral : «... très jeunes, très jolies, très belles. On leur demande d'abord des qualités sexuelles et d'être intelligentes !

Bacchus : «... A poil ! que le corps soit bien, la gueule on s'en fout. Chez nous, on ne dit pas la fille de l'été 79, mais la DINDE de l'été 79 ! »

Rockin'Sixteen : « Des gros seins, une belle gueule et un sacré cul... On leur demande de bien encaisser la bière et nos coups de boutoir. »

Foxy : « Belles et bêtes... »

On leur demande simplement d'être belles et bêtes... »

Bravo les mecs ! On savait que le rock était plutôt phallo, mais là vous avez gagné le gros lot. Retenez bien le nom de ces quatre groupes français, lecteurs et lectrices de *La Gueule Ouverte*. N'achetez pas leurs disques et allez foutre le bordel à leurs concerts. Vous êtes même autorisés à leur lancer des bouteilles de bière pleines de vitriol. La connerie, ça se paie.

Ceci dit, on peut quand même écouter de la musique, quand on est en colère. Par exemple, le premier album des Knack, dont le titre *Get the Knack* (Capitol, 2 S 068 85 906, dist. Sonopresse) est tout à fait approprié, puisque le «knack», c'est le don, le petit quelque chose du génie. Et ce jeune groupe de Los Angeles en possède indiscutablement. Il revient à la musique pop, avec un parfait son Beatles. Mais il a écouté Talking Heads (dont on attend toujours avec impatience le nouveau 33T. *Fire of music*, produit par Brian Eno, chez Sire, dist. Pathé Marconi) et il a profité de la dérision des punks pour rendre sa pop encore plus brillante et intelligente. C'est plein de petits airs bien léchés (qui ont fait des tubes, tant mieux) que l'on n'oublie plus, ça bouge et c'est joyeux. Un disque parfait pour les nostalgiques des Sixteens. J'en suis. C'est l'âge, que voulez-vous.

Je vous l'avais annoncé dans *l'Ordonnance*. Il est maintenant paru. C'est le 33T de Benoit Blue Boy (c'est aussi le titre), chez Vogue (LD 8562). Chaque fois que je montre la pochette à quelqu'un, ça ne rate pas, il se marre. Et moi avec. Et il continue à rigoler en écoutant l'intérieur. Car BBB est un musicien très doué, doublé d'un don du texte et d'un comique certain. Le tout donne du blues, du très bon blues, chanté en français, pour prouver une fois encore que les musiciens d'ici n'ont pas besoin de réciter *my tailor is rich* pour faire de la musique. Quand comprendront-ils ça, ces jeunots ?

Le disque de Benoit Blue Boy est parfait. Vous pouvez l'acheter sans l'écouter. Tous les gens qui ont suivi les jam de BBB dans les Clubs de Chicago, de New York et d'ailleurs, où il a longtemps trainé sa guitare et sa dégaine rigolarde, n'ont pas oublié ce frenchy. Ce sera sûrement pareil pour vous, et sans aller si loin. Quelles économies !

Bernard Blanc ●

PS : **Rectificatif** : Le concert de Lene Lovitch n'aura pas lieu le 27 septembre au Palace, mais le lendemain 28 à 20h30. Quelques jours après ne ratez pas Mink de Ville, les 2 et 3 novembre à 20h30 tous les jours au Palace.

Infos

Bretagne militaire

Crozon : presqu'île finistérienne, terrain militaire. Pas loin, l'île longue d'où partent nos sous-marins nucléaires, Ty Vougeret (triste caserne), Lanveoc-Poulmic (école navale), Guervenez (centre de munitions)... C'est dire la pression militaire que subit cette région et ses habitants. Au fort de Crozon séjournent, par roulement, des commandos venant du Tchad ou d'ailleurs. Certains «durs» ont agressé, début septembre, des membres de la MJC de Crozon Morgat qui étaient réunis dans un café. L'une des victimes a été sérieusement amochée. Le maire de Crozon a écrit aux autorités militaires afin de protester contre ces actes inadmissibles. On imagine que la réponse ne saurait tarder et que les coupables seront punis !

Larzac

Plusieurs incidents ont eu lieu ces dernières semaines sur le plateau du Larzac. Le 15 septembre, une délégation

a été reçue par le sous-préfet de Millau qui, reconnaissant la gravité de certains incidents, a promis «que des mesures seraient prises pour faire respecter les consignes par l'armée». Il sera, par ailleurs, fait étude des propositions des paysans : pas de manœuvres hors du camp existant, et départ des militaires des fortins.

Sur le plan juridique, l'armée vient d'envoyer des offres de prix à trois communes mais il n'y a pas de visite en vue puisque le juge des expropriations n'a pas été saisi.

La coordination des comités Larzac a débattu récemment des points suivants : procès d'Olivier Vial à Bonneville (Haute Savoie) le 12 octobre, continuation des travaux à la ferme de l'Hospitalet, jumelage entre fermes du plateau et villes de France, bilan financier des chantiers de l'été.

Coordination des Comités Larzac : COOP Agricole
rue de Glossop 12100 Millau

Ecosse

L'actrice anglaise Julie Christie a défilé le 15 septembre à Edimbourg avec 6000 Ecossais pour protester contre la politique nucléaire du gouvernement. Les manifestants étaient venus de toute l'Ecosse : des Orcades pour refuser les mines d'uranium, des

Highlands pour s'opposer aux sites prévus pour le stockage des déchets radioactifs, de la région de Torness menacée par une centrale nucléaire. Mick Mc Gahey, président du syndicat des mineurs d'Ecosse, rappela que le projet de Torness auquel la population est opposée (à 88% selon un récent sondage) n'est pas acceptable. Lilly Wermus, de l'association danoise OOA, décrivit les nombreuses entreprises spontanées des personnes et collectivités locales pour promouvoir les énergies renouvelables au Danemark. L'organisation écossaise Scottish Campaign to Resist the Atomic Menace (SCRAM), fit connaître les ressources actuellement disponibles en Grande Bretagne qui permettent d'éviter le nucléaire. La manifestation était une réponse à la croisade de Maggie Thatcher en faveur du nucléaire. Celle-ci avait tenu, huit jours au paravant, à se faire photographier à califourchon sur le sommet du surrégénérateur de Dounreä «pour montrer que c'est sans danger».

Amnesty

Bokassa est le cinquième dictateur à tomber depuis le début de l'année après le Shah Somoza, Amin Dada et Macias. Mais c'est le premier dont la

chute a pour origine un rapport d'Amnesty International sur les massacres d'enfants à Bangui.

Amnesty continue son important travail et vient de publier plusieurs rapports dénonçant les violations des droits de l'homme en Afghanistan, les assassinats politiques au Guatemala, l'abus de la détention préventive en Malaisie... Elle a, par ailleurs, envoyé un télégramme à la mission d'enquête de l'OEA (Organisation des Etats Américains) sur les disparus en Argentine.

A.I. Section Française
18 rue de Varenne Paris 7^e
Tel : 222 91 32

Des sous

Le réseau des Amis de la Terre s'élève contre le projet de loi présenté par le gouvernement et qui vise à financer les partis politiques. La «bande des quatre» qui a recueilli à peine 50% des suffrages aux élections européennes va monopoliser la totalité des fonds puisque seules les formations ayant trente députés ou sénateurs auront droit à ces subventions. Les autres (dont les écologistes qui ont pourtant «fait» 5% des voix européennes) ne recevront rien en ennuie rien du tout. Ce projet démontre une fois de plus que le

respect des courants minoritaires est quelque chose d'inconnu en haut lieu.

Trésor

L'A.P.L. a publié dans son dernier numéro le catalogue des montres vendues par les LIP. Trois jours plus tard, des messieurs aux cartes tricolores sont venus perquisitionner au local. Sans résultat bien sûr. La chasse au trésor LIP continue.

Chouette

Si vous trouvez, au cours de vos pérégrinations campagnardes, une jeune chouette tombée du nid : ne la recueillez pas. Posez la sur une haute branche ou dans un fourré épais. C'est le conseil que donne le centre de soins d'animaux sauvages de Rochasson qui aide à la protection des rapaces nocturnes.

Centre de Rochasson,
38240 Meylan
Tel : (76) 90 31 06

DOSSIER OCCITANIE



Du 3 au 9 septembre s'est tenue à Nîmes la 8^{ème} Université Occitane d'Été. Alors que l'aspiration occitane devient véritablement massive, que le Manifeste Mon País escorté a recueilli plusieurs milliers de signatures (dont de nombreux syndicalistes et élus) à travers toute l'Occitanie, que le mot d'ordre lancé par les occitanistes, « Volem Viure Au País », a connu une immense répercussion, le mouvement occitan est en crise. Cette crise se traduisait par un flottement et un malaise ressentis par la plupart des participants (moins nombreux que l'an dernier) à l'Universitat de Nîmes. Il semble en fait que le mouvement occitan ait des difficultés à acquérir une capacité d'action autonome, autour d'un projet de libération original. La ligne politique incarnée depuis 15 ans par Robert Lafont ne semble plus, en tous cas, pouvoir désormais répondre aux besoins d'un mouvement qui entend devenir fort.

François Dubet, sociologue, observateur des mouvements sociaux au sein de l'équipe dirigée par Alain Touraine, analyse ici les contradictions qui traversent le mouvement occitan et peuvent conduire à sa cassure. En contrepoint, un des animateurs du mouvement occitan depuis 1968 présente, d'un point de vue militant, quelques réflexions et propositions pour une stratégie occitane autonome. Les idées qu'ils développent ici résument une bonne part des débats qui ont eu lieu à Nîmes.

GOVERNEM NOS!

La crise actuelle des mouvements sociaux qui se sont développés après 1968 se manifeste principalement à deux niveaux : celui de la construction d'un projet de transformation sociale globale, spécifique et cohérent, et celui de la capacité d'action et de mobilisation autonomes.

Le mouvement occitan, qui est le lieu d'où je parle, n'échappe pas lui non plus à cette crise. Et je voudrais présenter ici quelques idées qui, à mon sens, peuvent contribuer au renforcement de sa capacité d'action, de création, d'initiative.

Dissipons d'abord une illusion. Tout n'est pas dans tout : chacun des grands mouvements sociaux d'aujourd'hui peut, et doit, depuis le champ à partir duquel il intervient, secréter une vision autonome et globale du monde et du changement social. Mais les enjeux profonds dont sont porteurs ces mouvements ne se recoupent que partiellement. Comme chacun agit à partir d'un lieu spécifique et irréductible à tout autre, il ne met pas en jeu les mêmes rapports sociaux. Le mouvement occitan, le mouvement écologiste, le mouvement des femmes, ne parlent pas des mêmes choses.

Depuis dix ans, ces mouvements ont souffert et souffrent principalement de deux choses. Premièrement, du gauchisme et de leur identification à l'« extrême gauche ». Il est aberrant de les enfermer dans cet espace exigu, qui correspond à un certain mode de fonctionnement du système politique, alors que la dynamique dont ils sont porteurs est infiniment plus large. Deuxièmement, un danger plus moderne, qui renvoie à l'idée, fautive selon moi, selon laquelle on peut rassembler sous la même bannière, dans un conglomerat hétéroclite, toutes les

luttres dites « extra-institutionnelles », des femmes aux Occitans, en passant par les écolos et l'« autonomie ouvrière »... D'une telle confusion ne peut rien naître de bon. D'abord car, en termes de base sociale, le point où peuvent se confondre ces différents mouvements est infiniment plus restreint que l'espace de travail séparé de chacun. Ensuite parce que ces mouvements n'ont pas nécessairement une vocation « extra-institutionnelle » : leurs visées de changements sociaux globaux ne sont pas incompatibles avec l'acquisition d'une réelle capacité de négociation. Nous ne voulons pas d'une confédération des marginaux de la politique !

Cela est en tous cas le point de vue de la majorité de celles et ceux qui font aujourd'hui le mouvement occitan. Il n'est pas question pour nous de nous « additionner » au mouvement des femmes, au mouvement écologiste. Nous entendons au contraire contribuer à ce que, en Occitanie, se mettent en mouvement celles et ceux, femmes, travailleurs, jeunes, habitants qui composent le peuple occitan, afin d'inventer la voie occitane de la transformation sociale, voie qui ne peut être maîtrisée que par nous-mêmes, et passe par l'émergence d'un occitano-féminisme, d'un occitano-écologisme...

Par ces considérations, je vise surtout à souligner ce que sont à mon avis les limites de mon intervention en tant que militant occitan dans la **Gueule Ouverte**.

Il me semble important de dégager trois axes de réflexion :

- 1) Repérer quels sont les moments importants de l'histoire moderne de l'Occitanie, du point de vue de la rencontre de la vie sociale en Occitanie et de l'action occitane.
- 2) Essayer de dégager les principaux enjeux dont le mouvement occitan est porteur.
- 3) Présenter quelques grandes questions à portée générale et pas seulement occitane, auxquelles le mouvement occitan peut apporter une réponse originale et spécifique.



Photo Christian Weiss

Désertifiée, terre à touristes...

20 ans qui ébranlèrent l'Occitanie

Pour me risquer à une brève chronologie des luttes occitanes des vingt dernières années, je retiendrai cinq faits importants et significatifs quant aux perspectives présentes du mouvement occitan.

- La première date historique est 1959, année de la fondation du PNO (Parti Nationaliste Occitan), qui élabore une réflexion fondée à la fois sur l'œuvre de Wilhelm Reich, le travail du groupe « Socialisme ou Barbarie » relatif à la critique du « socialisme réel », et l'apport de son fondateur, François Fontan, sur la nécessité de la libération des nations ethniques à travers le monde entier. François Fontan considère la création du PNO comme l'application au cas particulier de l'Occitanie de sa théorie syncrétique générale. Cette époque est aussi celle de la fin de la guerre d'Algérie et de la montée inexorable de la lutte indépendantiste qui verra le triomphe de la révolution algérienne. Événement capital pour l'Occitanie. L'Algérie n'était pas une colonie « comme les autres » : c'était la France, de Dunkirk à Tamanrasset. Souvenez-vous des affiches qui, à la fin des années 50, nous avertissaient : « Plus d'Algérie française, plus de France ». En un sens, elles étaient justes. Car c'est alors que l'idée de la France éternelle commença de vaciller dans les cervelles. Et, dans le cadre retréci de l'hexagone, l'Occitanie non plus n'est pas une société périphérique « comme les autres » (Bretagne, Corse, Euskadi...). L'histoire de France vue par E. Lavisse à un sens, même sans l'annexion de la Bretagne ou de la Corse. Elle n'en a plus sans l'Occitanie, dont l'incorporation obstinée au royaume fut une des tâches centrales de l'Ancien Régime. L'Occitanie, c'est la France : 32 départements, 190 000 kilomètres carrés, 13 millions d'habitants, un rôle politique considérable. L'Empire français ne tenait que par l'Algérie. Nous pouvons peut-être risquer la comparaison : plus d'Occitanie française, plus de France. Je me souviens de cette militante mao, stupéfaite, dans la cour de la Sorbonne en 1969. Nous tenions entre les mains le dernier numéro du journal *Action*, consacré à l'Occitanie. C'était la première fois qu'un journal parisien, même gauchiste, abordait ce thème. Incrédulité chez notre amie mao : « mais alors, si les Occitans s'y mettent, avec les Bretons, mais qu'est-ce qui reste ? ». Qu'est-ce qui reste en effet ? Et c'est bien pour ça, camarade, qu'il fallait s'y mettre.

- Après 1959, le deuxième événement fut la grève des mineurs de Decazeville. Une grève longue, amère. On fermait les mines de charbon parce que, rappelez-vous, le pétrole, c'était l'avenir. Mais la « France pauvre », qui ne savait pas encore qu'elle s'appelait l'Occitanie, ne voulait pas devenir l'« exclue » du processus de croissance et de restructuration industrielles qui se mettait en place sous la direction de l'Etat gaulliste et de la fraction nationale du capitalisme français. Français et pas Occitan, justement. Envoyé spécial de *France-Observateur* à Decazeville. Serge Mallet découvrait alors la révolte des « colonisés de l'intérieur ». Les mineurs de Decazeville passèrent la Noël de 1961 au fond de la mine. Sur leurs pancartes, ils avaient écrit *VOLEM VIURE AL PAIS*, dans cette langue qui se croyait un patois. Decazeville se souvenait soudain qu'elle s'était appelée La Sala avant de recevoir le nom d'un duc. Ce fut la première des grandes luttes contemporaines centrées autour de la défense du pays.

Relativement isolée au plan national, elle eut au contraire un énorme retentissement inter-régional. Venu de tout le Massif Central, des syndicalistes ouvriers et paysans tinrent à Rodez les Etats-Généraux de la France pauvre. Une nouvelle carte de la France des mouvements sociaux commençait de naître, et cette carte hachurait bizarrement les colonies de l'intérieur.

- A partir de 1968, un jeune homme de 30 ans, guitare au poing, ancien du PC, de retour de Cuba, commence de chanter autour de Carcassonne. Il chante « lo país que viu al present ». Et, sur des airs de samba, « l'Occitania saluda Cuba, la dignitat, la libertat ». C'est Marti. Ce sera le point de départ de cette extraordinaire explosion de la chanson occitane nouvelle, puis, avec le Teatre de la Carriera, de l'action politico-culturelle occitane de masse. Des dizaines de milliers de personnes sont touchées. Dans la conscience collective des Occitans, la honte s'évapore : « la vergonha es abolida », dit Marti. Le Midi, le Massif Central, deviennent l'Occitanie. Et le mouvement occitan un acteur politique. Le gauchisme est alors le mode d'insertion de l'occitanisme dans le champ politique. Nous sommes guevaristes et maoïstes à la fois. Nous rêvons de « focos », de longues marches. Les campagnes encercleront les villes. Les ceps de vigne brandissent des fusils. Nous sommes la zone des tempêtes au cœur de la vieille Europe. A côté de chez nous, l'ETA a exécuté Manzananas. « Euskadi, Cuba d'Europe ». Une campagne d'attentats est menée dans les Cévennes.

- 14 juillet 1972. Ce n'est pas un 14 juillet comme les autres. A Rodez, c'est une fête nationale d'un genre particulier. Nous sommes plus de 10 000, paysans et jeunes, pour soutenir les paysans du Larzac. Partout flottent les drapeaux occitans. C'est la première manifestation de masse à caractère occitan avoué. Les dirigeants agricoles terminent leur discours « dins la lenga nostra ». Et le cri des paysans du Causse, « Gardarem lo Larzac », retentira à travers la France entière. Mai 68 s'éloigne, alors que nous célébrons les épousailles de la volonté de construire un monde neuf et de l'aspiration occitane.

- Sautons les quelques années que le dogmatisme gauchiste (à ne pas confondre avec le romantisme révolutionnaire des débuts de Marti) a fait perdre au mouvement. Nous sommes en 1976, quelques mois après les événements d'Aleria, et à l'aube du redéploiement industriel. La France giscardienne veut sortir de la crise. Intensification de la concurrence sauvage. Focalisation de l'investissement sur les créneaux de l'exportation tous azimuts. Podem crebar. Il faut arracher la vigne, dans cette plaine languedocienne vouée à la monoculture depuis un siècle, grâce à l'action combinée de l'Etat et de la bourgeoisie foncière. Alors monte la révolte. Du fond du Languedoc, pour la première fois depuis 1907, l'unité populaire occitane se cimente. Ce sont les deux journées « région morte », celle du 5 février et celle du 29 avril. Autour du monde de la viticulture se rassemblent la classe ouvrière, les salariés fonctionnaires et employés, les commerçants et artisans, la jeunesse scolarisée, le mouvement occitan. Le titre du mouvement socialiste occitan *VOLEM VIURE AL PAIS* est repris comme slogan par les 100 000 manifestants de Montpellier. Il connaîtra la fortune que l'on sait. Ce n'est pas seulement le Languedoc qui s'est mis en marche. Après le 5 février, *Le Monde* titrait : « Mobilisation exceptionnelle de Toulouse à Avignon ». Jeannot Vialade, l'un des leaders du mouvement, fait acclamer les paysans du Larzac. C'est sans doute la seule fois où la stratégie d'union du peuple de France, mise en avant par le PCF, se concrétise dans un mouvement de masse. Mais ce n'est pas à cause du PC. Et le problème pour lui est que cela s'opère autour d'une idée qui n'est justement pas la France : le pays, la région, l'Occitanie. Tout cela est encore confus dans nos têtes.

Telle est donc la brève histoire des 20 ans qui commencèrent d'ébranler l'Occitanie. Les 20 ans de la rencontre difficile entre le mouvement occitan et la société occitane en mouvements. La note est encore loin d'être célébrée. Mais, dans la corbeille, on trouve déjà cinq éléments : la résistance à la liquidation du pays ; la lutte anti-étatique, anti-autoritaire propre aux mouvements sociaux modernes ; une volonté de développement maîtrisé ; un populisme radical et culturel ; la revendication nationale.

C'est sur ces axes là que peut se développer un mouvement occitan. Son avenir réside dans sa capacité à les intégrer dans un projet de construction d'une société occitane libérée et libératrice. Le développement de sa capacité d'action autonome dépend de son aptitude à être le liant de ces mouvements.

La crise du mouvement ne trouvera d'issue que si nous dépassons les tendances à un « nationalisme pur » d'une part, et si d'autre part nous abandonnons définitivement la ligue symbolisée depuis 15 ans par Robert Lafont, et qui consiste à privilégier les tentatives visant à ce que la gauche « prenne en compte » la revendication occitane, tout en prenant peur à chaque fois que s'ouvre une perspective d'action autonome pour le mouvement.

Une nation en mouvements

Parce qu'il vise à l'édification d'une société auto-centrée, parce qu'il est un mouvement national, même s'il s'agit d'une nation inédite, le mouvement occitan occupe une place tout-à-fait particulière dans la série des

La lutte occitane à la

Comme d'autres luttes sociales qui se sont développées au cours des dix dernières années, le mouvement occitan est aujourd'hui à la croisée des chemins. Où le mouvement sera en mesure de clarifier ses objectifs et de s'organiser de façon autonome, ou alors il risque d'éclater en se dissolvant dans un mouvement d'opinion régionaliste d'une part, et d'autre part dans un mouvement nationaliste pur dangereusement isolé.

n quelques années, la situation dans laquelle se développait le mouvement occitan a profondément changé ; quelles sont les transformations qui ont fait se durcir les choix et qui ont rendu les problèmes d'organisation plus présents ?

Pour de nombreux militants occitans, la victoire de la gauche en mars 78 devait constituer l'alternative politique où une large part de la revendication occitane serait prise en charge. Or, non seulement la gauche a perdu les élections, mais elle est déchirée et ne semble capable ni de pouvoir, ni de désirer prendre le pouvoir. Ainsi, tout le travail de pression sur les partis de gauche, dominants en Occitanie, a perdu une part de son sens et ne peut plus être le cœur de l'activité politique du mouvement. Au même moment, avec le durcissement de la situation économique, le gauchisme, ou plus exactement la sensibilité et les critiques culturelles surgies en mai 68, s'estompent. L'ombre portée par mai 68 sur la lutte occitane s'efface et marque par exemple l'effondrement du groupe Lutte Occitane. Le mouvement viticole, en Languedoc, qui avait lié dans l'action la revendication occitane à une lutte économique, paraît de plus en plus déchiré et l'union des viticulteurs se décompose entre petits et gros, modernisateurs et mainteneurs au sein d'une population de plus en plus âgée. Les mobilisations de désespoir risquent d'être de plus en plus difficilement surmontées par un projet occitan de changement et de développement économique. Enfin, on ne peut ignorer la montée des nationalismes durs dans l'espace proche de l'Occitanie. Les mouvements basques et corse donnent, par exemple, l'image d'un durcissement où la rupture nationale et l'appel à la violence se séparent de plus en plus nettement des revendications socialistes et démocratiques et des projets de développement. La lutte nationale, qui était libération sociale en même temps que combat anti-impérialiste, semble s'enfermer de plus en plus dans l'intégrisme communautaire.

Les changements que nous venons d'esquisser posent de nouveaux problèmes au mou-

vement occitan, ou plus exactement rendent ses contradictions et ses débats plus tendus, la nécessité des choix étant plus vive. Mais avant de décrire ce durcissement et les risques d'éclatement qu'il comporte, disons quelques mots sur la nature des enjeux du mouvement.

Culture pour un avenir

Rien ne serait plus faux que de réduire le mouvement occitan à une réaction de défense et donc au pur combat de survie d'une société traditionnelle ou pré-industrielle. Jamais le mouvement occitan ne s'est borné à maintenir une culture et une langue menacées de disparition, même si tous les militants partagent le sentiment que leurs racines leur ont été volées. De même il n'est pas possible d'assimiler la lutte occitane à l'action d'intellectuels et de notables en chute ou en perte d'influence dans une société qui ne se développe guère et parfois se vide. Pendant quinze ans, ce que nous appelons le mouvement occitan a été l'ensemble des forces et des débats qui se sont efforcés de dépasser la seule protestation contre la disparition et de construire des combats culturels, politiques et économiques. Ainsi la défense de la langue occitane est aussi la lutte pour le développement du pays qui la porte, contre l'Etat français normalisateur et les puissances économiques qui contrôlent l'Occitanie.

Pour les militants occitans, la défense d'une culture ne signifie pas le retour à des communautés agro-idylliques qui n'ont d'ailleurs jamais existé ; au contraire, l'affirmation d'une identité suppose aussi la critique des traditions dont on se réclame. L'appel aux racines n'est pas le repli au passé, mais l'invention d'un « biais de viure ». Cette critique culturelle est bien illustrée par les créations du Theatre de la Carriera. Le travail du mouvement est porté par le désir de retrouver une identité pour construire un avenir.

Tendu entre le passé et l'avenir, le mouvement est aussi

mouvements sociaux dits « nouveaux ». L'Occitanie n'est pas, ne peut pas être une « question » parmi les autres « questions » qui agitent la société française d'aujourd'hui. Elle ne veut pas être le « et cœtera » de la litanie féministe, écologiste et autogestionnaire débitée par les politiciens qui tentent de faire couler les vins nouveaux dans leurs vieilles outres. Qu'il soit clair, une fois pour toutes, que nous ne revendiquons pas le « droit à la différence », un coup de ripolin occitan sur les autres discours qui se tiennent sur la société française.

Pour comprendre ce que peut être le mouvement occitan, il faut se placer du point de vue de cette société dominée qu'est l'Occitanie, il faut se placer du point de vue populaire occitan. Société dominée. C'est-à-dire à la fois démantelée et dépourvue de la capacité d'impulser elle-même son développement, de maîtriser elle-même ses contradictions internes (et elle n'en manque pas !). L'Occitanie retarde : elle n'a pas pu se mettre à l'heure du printemps des peuples. Nous sommes le seul grand peuple

croisée des chemins

déchiré par la dépendance de la société occitane, société dominée par des forces économiques extérieures et intégrée, par un système notabiliaire, au jeu politique de l'Etat français. Ainsi, l'action est difficile car le mouvement paraît toujours soumis à des exigences contradictoires. Par exemple, on désire se lier à la gauche dans laquelle la plupart des travailleurs occitans se reconnaissent mais dont le personnel politique fournit la majeure partie des notables ; on souhaite donner des capacités d'initiative à la société tout en ne rencontrant d'écho véritable que dans les populations les plus touchées par la crise économique et qui par conséquent, mènent des combats quasi essentiellement défensifs.

Jusque là, le mouvement occitan a consisté à essayer de lier ces exigences opposées, ce qui en a fait sa richesse, mais aussi peut expliquer ses problèmes actuels. En premier lieu, les organisations politiques occitanes restent très faibles, même si le succès des idées qu'elles lancent est très supérieur à leur base militante. Mais surtout le mouvement ne contrôle guère ces idées qui restent très ambiguës. Par exemple, un mot d'ordre comme celui d'autonomie peut être entendu comme une étape vers l'indépendance ou plus simplement comme une décentralisation administrative ; de même avec le mot nationalitaire on pourra désigner une lutte contre un Etat national ou bien un projet d'autogestion des « pays ». Aujourd'hui il faut choisir car la force d'attachement à une langue et à une culture ne peut plus suffire à lier le mouvement et à lui donner une dynamique et les risques d'éclatement se font plus pressants. Quels visages prennent-ils ?

régionalisme mou, nationalisme violent

Une première logique conduit le mouvement à être une force de proposition et, dans le meilleur des cas, de pression sur la gauche. Les Occitans fournissent des idées, une sensibilité, des mots d'ordre que les partis et les syndicats peuvent intégrer dans leur logique propre. Ainsi du mot d'ordre « vivre, travailler et décider au pays » qui a pu enrichir les plate-formes revendicatives. Mais il est clair que le risque est grand de voir le mouvement déposséder de toute capacité d'action autonome ; la lutte occitane risque de se ré-

duire à un simple mouvement d'opinion auquel les organisations « hexagonales » donneraient forme. Ceci n'est certainement pas négligeable car il ne faut pas sous-estimer les débats qui peuvent être suscités à l'intérieur des forces politiques. Mais la disproportion des forces est telle que le mouvement peut être entraîné vers une hétéronomie totale et se trouver complètement « récupéré ».

Dans un sens opposé, parce que le poids de la crise se fait plus lourd, des militants en appellent à un mouvement autonome et à la création d'une force nationaliste luttant contre l'Etat français. Ce mouvement a été considérablement accéléré par la rupture puis la défaite de la gauche. Evidemment le risqué de cette logique est de conduire à la rupture, puis à une violence qui ne serait pas relayée par un mouvement de masse. Tandis que d'un côté, la pression sur la gauche peut transformer le mouvement en une force d'opinion assez molle, cette volonté de rupture et d'action autonome peut conduire à un nationalisme intégriste qui trouverait un écho auprès des plus désespérés.

Si les deux forces évoquées plus haut se séparent totalement, il y a un grand danger de voir l'action proprement culturelle devenir de plus en plus imperméable aux préoccupations politiques et sociales du mouvement. Comme celle-ci ne prend sens que dans le travail où le mouvement essaie d'intégrer les problèmes culturels aux problèmes sociaux, on pourrait voir une action culturelle se refermer sur elle-même et, à terme, se transformer en un néo-félibrige.

Evidemment ce tableau est très forcé et volontairement assombri dans la mesure où nombreux sont les militants qui refusent l'éclatement et s'efforcent de trouver de nouvelles perspectives. Mais le problème n'en existe pas moins de façon aiguë et il ne peut trouver de solution dans des conciliations plus paralysantes qu'efficaces. Aujourd'hui, le mouvement occitan est contraint de redéfinir son rôle et son action, ce qui ne peut se faire que dans la création d'un espace de débat politique et de recherche. Le décalage entre le succès dans les sensibilités des idées occitanes et la faiblesse militante ne doit pas conduire au pessimisme, mais au contraire, à chercher les moyens de transformer cette opinion en mobilisation et en action militante.

François Dubet ●

d'Europe occidentale à avoir manqué nos rendez-vous avec l'histoire.

Prenez le temps pour une fois de voyager à travers notre pays, c'est-à-dire de le comprendre. Du Limousin aux Alpes du Sud, c'est malgré lui que ce pays est vert, camarades écologistes qui y rêvez de maisons abandonnées. Et, si nous ne faisons plus d'enfants, ce n'est pas parce que nous aurions compris les dangers qui guettent l'espèce humaine. C'est parce que nous sommes devenus vieux. Et que nous allons mourir, en tant que peuple, c'est-à-dire en tant qu'ensemble différencié, si nous n'y prenons garde : l'Occitanie est le Kampuchea de l'Occident gavé et riche. Quand M. Calot, directeur de l'INED (Institut National d'Etudes Démographiques), dans un rapport à l'Elysée sur l'avenir démographique de la France, fait état des quelques 25 départements menacés de mort lente d'ici la fin du siècle, c'est de nous qu'il s'agit. N'est-ce pas là pourquoi ce rapport, dont il serait capital de pouvoir débattre, n'a pas été rendu public ?

L'Occitanie peut crever, mais il ne faut pas que ça se sache. En 1976, les responsables du Comité de Guéret ne faisaient pas mystère qu'à leurs yeux, la ruine économique du Massif Central risquait de provoquer un violent mouvement de sursaut régional, bien plus qu'une conscience ethnique alors inexistante. « Es lo vilatge mort, la terra abandonada », chantait Marti en 1969 ; nous avons été des centaines à manier, la nuit, la bombe à peinture pour dire que « lo país creba » et que « volem viure »... Et la désertification, le démantèlement, sont en train de s'aggraver avec les perspectives liées à l'élargissement du Marché Commun. Vous voulez l'Europe différente, camarades écologistes. Mais peut-être nous faudra-t-il, à nous, choisir. Et, entre l'Europe et la France, sans doute préférons-nous l'Occitanie.

Mais celle-ci n'est pas seulement la part sous-développée de la France. Elle est aussi la terre d'ancrage de certains pôles de pointe du capitalisme français, le point d'applications des formes modernes de la gestion technocratique de l'espace. L'Occitanie, c'est aussi Fos-sur-mer, la SNIAS ou le Verdon, et ces vitrines de l'aménagement du territoire que sont la Floride languedocienne ou la Côte Aquitaine. Le problème est qu'il s'agit là d'un développement que nous n'avons pas choisi, qui ne correspond à aucune poussée autochtone des forces productives, qui s'opère en s'articulant inégalement l'arrière-pays. Ce qui montre aussi que nos ennemis ne sont pas seulement à Bruxelles ou dans les états-majors des firmes multinationales. Ils sont aussi à la DATAR, dans les divers « Commissariats » aux aménagements, là où l'Etat restructure le territoire au nom de la qualité de la vie. Mais ils sont encore au pays, ceux que nous combattons. Car le système notabiliaire a de lourdes responsabilités dans la mise en relation directe des régions occitanes et des formes nouvelles de la division internationale du travail et de la gestion de l'espace européen.

Si l'Occitanie était autonome, disons-nous parfois, elle serait socialiste. Entendez : la gauche y serait hégémonique ; la gauche pourrait gouverner au pays. Pourquoi donc ne se mobilise-t-elle pas davantage pour conquérir une « Généralité » par exemple, comme en Catalogne ? Mais parce que dans la mesure où elle tient le pays, elle a trop peur que le pays se gouverne ! Le système des notables a enterré bien loin les souvenirs du Midi Rouge, et des Communes, et des Maquis. Qui se souvient encore qu'en 1907, le maire de Narbonne, Ferroul, faisait hisser le drapeau noir au fronton de sa mairie ?

Je pose maintenant les trois grands enjeux (à mon sens) du mouvement occitan.

Au niveau le plus global, il s'agit d'abord de construire ici une société articulée, c'est-à-dire dotée d'une cohérence sociale et économique autonome. En d'autres termes, il s'agit de bâtir une société globale, originale à tous les niveaux, et pas seulement linguistique. Le problème n'est pas seulement de parler occitan. Il est d'assurer la vie sociale de cet ensemble qu'est l'Occitanie, aussi bien du point de vue de la façon de produire que de celle de consommer ou de vivre en ville. C'est-à-dire inventer une société occitane originale, ancrée sur ses profondeurs.

Assurer la cohésion sociale de cet ensemble, cela veut dire trouver la façon de faire converger entre eux les mouvements sociaux qui traversent l'Occitanie, verticalement, d'un mouvement à l'autre, mais aussi horizontalement, d'une région occitane à l'autre. Comment par exemple faire converger, articuler, le mouvement paysan, tel qu'il s'exprime à travers les manifestations du 25 septembre (Rodez et la croisière en Haute-Vienne), et les luttes contre le démantèlement du chemin de fer, telles qu'elles se sont exprimées à Brive en mai dernier, ou encore les luttes contre l'extraction de l'uranium, du Limousin et de l'Auvergne au Mercantour, avec les luttes contre l'aménagement touristique, telle celle qui se déroule en ce moment à Méjannes-le-Clap (Gard) ? Car c'est à partir des multiples mouvements sociaux qui expriment et fondent cette société dans ce qu'elle a

d'original, que nous construirons la nation occitane. En tant que communauté animée par une volonté de vivre ensemble et de maîtriser son destin historique, celle-ci ne préexiste pas aux mouvements sociaux de notre société dépendante ; ce n'est qu'en nous appuyant sur eux que nous pourrions la construire.

A un second niveau, il s'agit d'opposer au développement dépendant un développement autocentré, impulsé au pays par nous-mêmes. Il nous faut inventer un modèle de développement, inédit, qui jaillisse de nos racines, se fortifie de nos refus de démantèlement et de la liquidation, et s'abreuve des multiples volontés de vivre ici en hommes et femmes du pays d'oc.

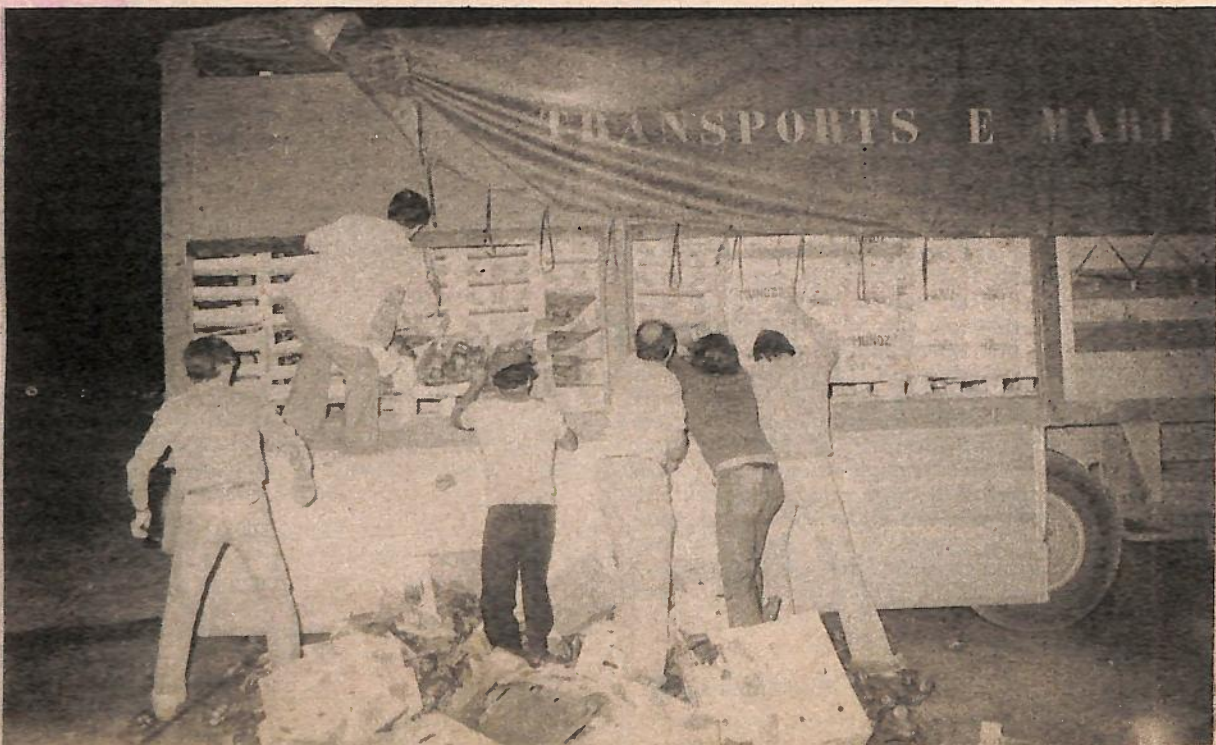
Parce qu'elle n'a pas été le lieu d'une grande industrialisation de type autochtone, la société occitane a été moins marquée en profondeur par le modèle d'organisation economico-sociale dominant qui est maintenant entré en crise profonde dans les sociétés du « centre ». C'est en termes particuliers que résonne la fin de « l'âge de fer » dans un pays qui n'a jamais eu ses De Wendel ou ses Schneider. Autrement dit, il est possible ici d'ancrer sur notre « biais de viure », sur notre mentalité collective, sur notre rapport spécifique aux êtres et au monde, sur notre culture politique démocratique, un mode de développement résolument moderne, c'est-à-dire post-industriel au sens qu'Alain Touraine donne à cette notion. C'est ici sans doute que se rejoignent les questions soulevées par le mouvement écologiste et les enjeux du mouvement occitan. En Occitanie peut et doit naître un écologisme populaire, qui soit fondé non pas sur les fantasmes de ruralité perdue des nouvelles couches salariées des grandes métropoles urbaines, mais sur la culture profonde des classes populaires occitanes. Un écologisme national et populaire, au pays où les usines s'arrêtent de tourner lorsque passent les palombes, où les odeurs de la terre nous sont encore familières, où nous avons dans la tête les airs de fêtes de nos quartiers d'enfance, où nous sortons encore les chaises dans la rue les soirs d'été.

Mais nous ne rêvons pas non plus d'une Occitanie agro-pastorale. L'Occitanie aura son rôle à jouer dans la définition d'une division démocratique du travail entre les pays du monde méditerranéen ; elle ne jouera ce rôle, elle n'apparaîtra dans ce monde comme un ensemble progressiste, que si elle met au service de cette division démocratique du travail son potentiel agricole, industriel, technologique, intellectuel. Potentiel fondé sur une tradition de petite production industrielle de qualité, avec une classe ouvrière relativement qualifiée, sur une agriculture solide, en particulier dans le domaine de l'élevage, et aussi sur ceux des pôles lourds de l'appareil productif français qui sont basés en Occitanie.

On pourrait par exemple envisager de mettre la SNIAS au service d'une production aéronautique répondant aux besoins d'une modernisation populaire des pays de la Méditerranée. L'Occitanie peut aussi devenir un point d'ancrage du secteur de pointe qu'est celui des énergies nouvelles.

Mais la recherche d'un développement autocentré pose la troisième grande question, celle de la maîtrise politique de ce développement. C'est-à-dire la question d'un pouvoir occitan. Nous avons le choix entre cesser d'être un peuple ou devenir une nation. Ce qui passe par des ruptures politiques avec l'impérialisme, avec l'Etat français capitaliste et technocratique et ses agents locaux, et avec le caciquisme, qui est à la fois lié au sous-développement et à la lumpenmodernisation de la société occitane.

La forme de ces ruptures doit à mon avis être recherchée davantage dans la combinaisons d'actions de masse, d'actions directes et de désobéissance civile, et d'expérimentations sociales ici et maintenant, que dans la lutte armée proprement dite, de type basque ou corse. L'expérimentation sociale, elle aussi, peut être ici de type populaire, et notamment enracinée sur la tradition ouvrière coopérative et mutualiste, très vivace au pays de Jean Jaurès.



... victime du Marché Commun...

Dans la période qui vient, et dès lors que la revendication de vivre au pays est devenue banalisée dans le champ politique français, je pense que le mouvement occitan doit mettre en avant un axe revendicatif central, qui permette d'unifier les diverses logiques qui sont à l'œuvre en son sein. Davantage que le mot d'« autonomie », vide de contenu populaire et radical, nous devons proposer le « GOVERNEM NOS ». Ce cri de « GOVERNEM NOS » est simultanément porteur de la tradition multiséculaire de révolte du peuple occitan contre la France, l'autorité de l'Etat ou l'injustice sociale, de l'aspiration moderne, autogestionnaire, à décider à la base, et de la revendication nationale occitane, c'est-à-dire d'un pouvoir populaire occitan.

« GOVERNEM NOS ». C'est là ce qui peut enfin faire entendre ce cri profond et refoulé depuis des siècles de notre peuple, de ce peuple qui, de 1907 à 1976, en passant par la République Rouge des maquis, n'a jamais su que balbutier ses révoltes. Ce peuple où le soulèvement s'accompagne plus volontiers de la fourche et du drapeau noir que du poing fermé et du politburo. Ce n'est pas d'ailleurs que viendra la solution à la mort prématurée qui frappe chacune de nos révoltes, avant qu'elles ne deviennent révolutions.

Les cinq filles d'Esclarmonde

Ce n'est pas d'ailleurs. Et cependant ce que nous avons à dire interpelle aussi les gens d'ailleurs. Depuis nos vieilles terres, le chant profond de ceux et celles qui, au pays « aiment l'indépendance », comme le dit cette chanson cévenole, peut apporter de la lumière au monde. C'est en Occitanie que vivait Esclarmonde de Foix, morte brûlée à Montségur. Esclarmonde : celle qui éclaire le monde.

Parmi les lueurs qui peuvent aujourd'hui jaillir d'Occitanie et qui concernent les mutations sociales générales, j'en relèverai cinq qui me semblent importantes.

La première a trait à la géopolitique, et renvoie à cette division démocratique du travail entre pays du monde méditerranéen dont il était question ci-dessus. Si la Méditerranée est un enjeu pour la France, la France va devoir apprendre qu'elle n'est un pays méditerranéen que parce qu'elle domine l'Occitanie.

En second lieu, la recherche d'un développement occitan autocentré, enraciné sur la société traditionnelle, peut apporter une contribution à la recherche de modes de production nationaux et populaires, c'est-à-dire en rupture avec les technologies, les façons de produire et donc de consommer et de vivre qui sont contrôlées par l'impérialisme : « fabriquons occitan ! »... pour ne pas nous américaniser.

En troisième lieu, et parce qu'il est un mouvement de libération nationale et populaire voulant construire la nation à partir des mouvements sociaux, le mouvement peut dessiner une voie que n'ont pas jusqu'ici su trouver les nouveaux mouvements sociaux. A savoir une voie populaire. Un écologisme populaire, disions-nous. Mais aussi un féminisme populaire, tel que l'illustre par exemple « Sason de femnas », la dernière pièce du Teatre de la Carriéra.

En quatrième lieu, notre caractère de société dépendante, aux mouvements sociaux désarticulés, peut être retourné en atout. Nous sommes en effet contraints de trouver une ré-articulation entre notamment les luttes de résistance et les luttes de modernisation. Peut-on à la fois être contre l'élargissement de la CEE sous domination allemande, et pour la définition d'une modernisation agricole courageuse ? Ou encore, contre l'abandon de l'aviation supersonique aux Américains et pour la critique du mode de développement que symbolise « Concorde » ? Comment en d'autres termes articuler la ligne de défense populaire qu'exprime le PC et la critique modernisatrice exprimée par la CFDT ? Question centrale à mon avis pour l'avenir d'une politique de gauche, authentique en France ; et question qui est au centre de la définition d'une stratégie de lutte occitane.

N'oublions pas enfin que l'équilibre tout entier de cette formation sociale qu'est l'Etat-nation français repose sur l'inclusion en son sein de l'Occitanie. Et que le jour où l'Occitanie bougera, c'est toute la France qui en sera bouleversée. De ce point de vue, et symboliquement, le fait qu'un fraction non négligeable des élèves de l'ENA ait choisi de rendre public un travail dénonçant la responsabilité de l'Etat français dans le génocide culturel du peuple occitan me semble tout-à-fait important. C'est dans la société occitane dominée que cet Etat a puisé l'essentiel des troupes qui ont peuplé ses appareils. L'éveil de l'Occitanie ne pourra se faire sans craquements et grincements de dents dans ces appareils. Ce sera notre façon à nous de mettre la crosse en l'air. Parce que nous avons pénétré jusqu'au cœur de l'Etat qui nous étouffe, nous saurons bien comment l'étouffer à notre tour. Pour que naissent ainsi, sur les deux rives de la Loire et aux six coins de l'hexagone, des sociétés libérées.

Michel Sarrasin ●



Photo Pierre Gallocher

... L'Occitanie est une société dominée...



Photo J.-P. Bouet

... c'est-à-dire dépourvue de la capacité...

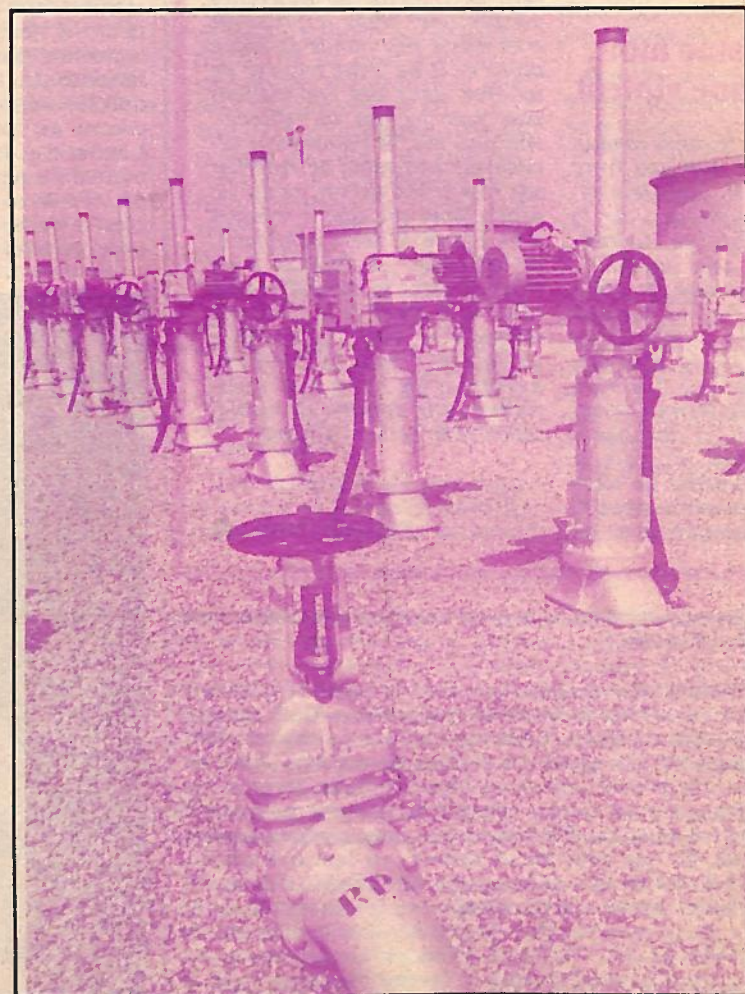


Photo Pierre Gallocher

... d'impulser elle-même son développement.

Ordonnance

Spécial cinéma

One man show : Rétrospective Eric Rohmer du 9 au 20 octobre à la Maison de la Culture - Théâtre des Amandiers, 7 av. Picasso, 92 000 Nanterre, tél. 721 22 25.

Essentiel : Une entreprise originale à soutenir dès à présent, si vous n'avez pas encore envoyé toutes vos économies à **La Gueule Ouverte**. Trois revues de cinéma (**Ecran 79**, **La revue du cinéma** et **Cinéma d'aujourd'hui**) et l'éditeur Pierre Lherminier coproduisent un livre qui sera sans doute définitif sur **Les cinémas d'Amérique Latine** (plus de 500 pages et 200 documents). Il sortira dans quelques semaines. Quand on sait que la production filmographique de ces pays est toujours très branchée sur les luttes, on imagine que cet énorme pavé sera vite indispensable à la connaissance de la politique latino-américaine. Souscription (payable en deux fois) : 136F. Ecrire à Filméditations, 38 rue Chanzy, 75 011 Paris. Et grouillez-vous, après ce sera plus cher.

Liberté : La Fol de Haute-Savoie organise, du 7 au 13 octobre à Thonon-Les-Bains, un stage d'étude du cinéma indépendant, à l'occasion du Festival du film indépendant monté par la Maison des Arts et Loisirs de Thonon. On verra beaucoup de pellicules, bien sûr, et on causera avec des réalisateurs, des producteurs et des journalistes. Tout compris : 900F. Ecrire à la Fol de Haute-Savoie, 9 rue Guillaume Fichet, 74 008 Annecy Cedex. Tél. 50/45 45 96.

Rhin : en 30 films, le Théâtre de la Commune (2 rue Poissons, BP 157, 93 304 Aubervilliers, tél. 833 16 16) présente une rétrospective du cinéma allemand du 26 septembre au 9 octobre. Du nazisme au jeune cinéma allemand (avec Fassbinder, mon préféré), un grand tour dans l'histoire d'un pays qui nous concerne tous, que nous le voulions ou non.

Téloche : Les journées cinématographiques d'Orléans, du 24 au 30 octobre, veulent prouver que le fossé entre le cinéma et la télévision n'est pas si grand que ça (et c'est vrai: ils sont souvent aussi débiles !). Les organisateurs jouent donc l'angle original de la confrontation ciné-télé. Plusieurs rounds au programme : des films récents, un hommage à la télévision Suisse-Romande, une rétrospective du jeune cinéma français, des courts métrages du Festival de Lille et un colloque Roberto Rossellini sur les rapports de l'art et de l'audio-visuel. Renseignements : Jean Lescure, AFCAE, 22 rue d'Artois, 75 008 Paris. Tél. 561 16 15.

Frites : Du 11 au 17 octobre, à Bruxelles, 9ème Rencontres Internationales du Jeune Cinéma. On parlera beaucoup des moyens de production. Renseignements : Patrick Bosschaert, 17 rue Paul Lauters, 1 050 Bruxelles, Belgique. Tél. 19-32-2/649 12 66.

Sexe : Vous vous précipitez sans doute (oh, je vous connais !) aux Rencontres de Culture Cinématographique de Carcassonne qui présentent des films, dès la première semaine de novembre, sur le thème de l'amour au cinéma. Renseignements : Jean-Louis Berman, Palaja, 11 000 Carcassonne. Tél. 68/26 62 33. Prévoir des capotes anglaises.

Campagne : Du 31 octobre au 4 novembre, les 9ème Rencontres de Cinéma de Marcigny proposent 18 longs métrages (et autant de courts) sur le cinéma américain des années 50 et le cinéma allemand des années 70. En plus, vous vous balladerez dans une expo permanente de fanzines, revues parallèles et éditeurs underground. Le Festival de Marcigny est sans doute celui dont l'ambiance est la plus détendue. Si vous n'en faites qu'un, c'est donc celui-là que vous choisirez. En plus, c'est juste à côté de **La Gueule Ouverte**. Passez boire une tisane chez nous. Renseignements : Paul Jeunet, rue Jean Moulin, 42 630 Regny.

Lion : Le Centre d'Animation Culturelle de Belfort (29 av Sarraill 90 000 Belfort, tél. 84/21 22 76) organise ses 11ème Rencontres du Cinéma des Jeunes Auteurs, pour encourager les petits nouveaux à produire de la bonne pelloche. C'est louable. Faites-y un saut entre deux bancs de brouillard, du 17 au 23 octobre.

Bouquins : Les spécialistes et autres obsédés des salles obscures iront fouiller à la Librairie Atmosphère (7-9 rue François de Pressensé, 75 014 Paris, tél. 542 29 26) pour y découvrir la pièce rare qui manque à leur collec de cinéphile. Il y a aussi des affiches anciennes (catalogue sur demande).

Sang : Je vous ai déjà dit tout le bien que je pensais de l'immense film romantique de Werner Herzog, **Nosferatu, fantôme de la nuit**. Pour mieux entrer dans le monde étonnant de ce génial cinéaste allemand, et juste avant la sortie de son nouveau film, **Woyzeck**, vous lirez avec grand profit un dossier et un entretien publiés dans le nouveau numéro de **La revue du cinéma** (3 rue Récamier, 75 341 Paris Cédex 07. Numéro 342, 10F). Avec, dans les oreilles, la musique du film jouée par des habitués d'Herzog, Popol Wuh, **On the way to a little way** (EGG 900 573, dist. Barclay) pour bien planer pendant la transfusion. Ce disque convient tout à fait à l'atmosphère bizarre faite d'un mélange d'angoisse et de volupté qui se dégage du film. Ça tombe bien.

Bout du Monde : dans **Cinéma 79** (6 rue Ordener, 75018 Paris) de septembre (n° 249, 14F.), l'Allemagne est encore en vedette, mais celle d'au-delà le rideau de fer. Avec des analyses et des entretiens sur ce cinéma du bout du monde, autant dire d'une autre planète. Et un petit dico des réalisateurs.

Docteur Bernard Blanc

Canardage à gogo



La rentrée est plutôt morose, surtout pour la presse libre. Si les canards nationaux sont en crise (crise financière mais aussi crise d'orientation) on ne peut pas dire que la presse régionale aille beaucoup mieux. Le désintéret passerager qui s'abat sur nos journaux risque de compromettre notre liberté de penser. Et de voir disparaître notre culture.

Je crois avoir lu quelque part la parution d'un n° spécial d'**Allonz'enfants**. Alors quoi, mon service de presse, il dort ? Ah, voilà : un dossier très alléchant sur le militantisme. «Militant, du latin «Miles», le soldat...» Aie, ça commence déjà mal, surtout quand on se dit antimilitariste. Tant pis, **Allonz'enfants** poursuit sans se décourager et, pour 2,50F, nous en met pleins les yeux. C'est Rouannais et il y a quarante pages avec des BD supers. Finalement c'est génial !

CAP, le journal des Comités d'Action des Prisonniers est déclaré d'intérêt intime mais de nuisance publique. Dans son dernier N°, il offre deux **CAP** pour un seul, plus une pétition pour obtenir les parloirs libres. Une demi-heure de parloir par semaine en maison d'arrêt, c'est déjà bien difficile à supporter, mais lorsqu'en plus la famille d'un détenu doit voyager pendant 500 km pour rendre visite à un père, un frère, un fils, une telle limitation de temps devient insupportable.

Sans parler des transferts fréquents qui ont lieu sans que l'administration en ait averti les visiteurs. Alors, deux journaux en un seul, plus une pétition : trois raisons de boir C... heu pardon, trois raisons de s'associer au combat du **CAP**.

CNT-espoir reste l'organe privilégié du syndicalisme libertaire. Pour accroître son audience, il vient de moderniser sa présentation. Un truc à la mode...

La forme ne cache cependant pas le contenu et **CNT** s'interroge sur la rentrée scolaire, la réduction de la durée du travail, sur l'écologie... A ne lire que d'un œil pour éviter de passer une nuit blanche.

J'enchaîne avec le **Q-Lotté** qui, lui, s'interroge sur le comment d'un transport en commun autogéré au Québec. Il ne fait pas que ça. Il analyse également le conflit du travail qui prive, depuis six mois, 300 000 Québécois de leurs bus quotidiens. Les autobus rouleront à nouveau à Québec. Oui, mais quand ? Réponse dans le prochain **Q-Lotté** !

Personnellement, je bave devant **Le Compas**, journal Trimestriel d'information macrobiotique du Puy. On y trouve de bonnes recettes, des articles alléchants avec un supplément au N° 10. Bref, un canard qui a du bon goût.

Le Beuillot couvre Pontarlier et ses environs : de la pub pour la nouvelle simca-truc, peugeot-machin, le papier peint et la machine à tricoter Dugénoux... Un dossier sur la forêt et le Milan Royal. Faut s'y faire, l'écologie n'est plus ce qu'elle aurait pu être. Adresse dans le bottin...

Que faisiez-vous au temps chaud ? Réponse dans le **Gai pied** N° 6 qui nous dresse le bilan des rassemblements homos de l'été. A Marseille entre 2 000 et 2 500 personnes pour l'Université homosexuelle d'Été. La fête et la politique, **Le Gai Pied** nous révèle tout. On sait aujourd'hui qu'une campagne pour la suppression des articles de loi anti-homosexuels est en cours ainsi que l'élaboration d'un manifeste du type de celui «des 343 salopes» paru au moment de la campagne pour la liberté de l'avortement.

Le Gai Pied, c'est aussi les fiches pratiques, les petites annonces, bref un journal gai fait par et pour les homos.

Toujours dans la contre-info, **Le Cliton** (hebdo ceve-

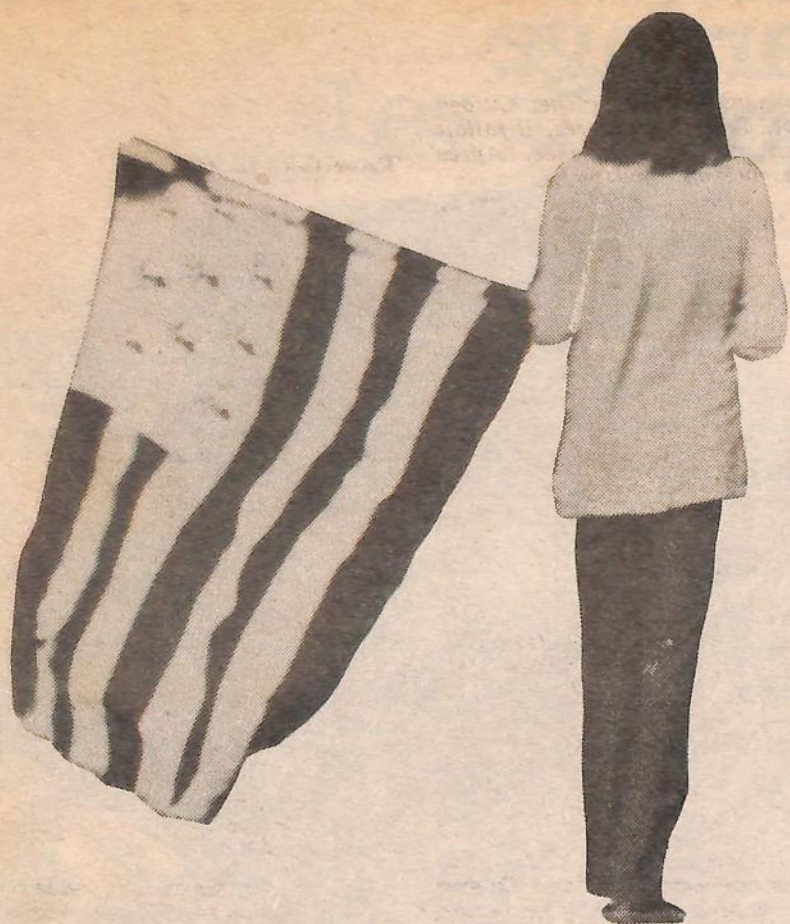
nol d'information et d'opinion) se penche sur le dossier de la mine d'uranium de Bondons, près de Florac. Brrr ! D'après le bulletin du Parc National des Cévennes, on attendrait de ce gisement la fourniture de deux millions de mètres cubes de minerai susceptibles de fournir 400 à 500 tonnes d'uranium. Mazette !

Une bonne nouvelle maintenant : **L'APL** repart. C'est pas encore la grosse frite, mais y'a de la vie, donc de l'espoir. La souscription progresse et l'objectif des 60 000F ne semble plus inaccessible. Si la **GO** pouvait en faire autant ! Eux aussi se donnent le mois de septembre pour roder une nouvelle formule.

Sans frontière, l'hebdo de l'immigration vient de sortir son N° 6. Pour 4F, on se met au parfum de la situation des travailleurs étrangers en France. Domicile : Sonacotra. Profession : Intérimaire. Nationalité : immigré. Et puis y'a encore Ridha, Alberto, Malika, Dabha, adolescents à Ménilmontant, l'immigration mises en fiches, la drogue... Du sérieux à toutes les pages, un son de cloche qui interpelle.

Mandrin

Allonz'enfants : Tour Aubisque 8ème B 76 800 St Etienne du Rouvray
CAP : 15 rue des Trois frères 75 018 Paris - 0,50F
CNT : Bourse du travail, 3 rue Merly, 31 000 Toulouse - 3F
Q-Lotté : 64 rue Maison-neuve, apt 4, Québec Qué. G1R 2C3-Canada
Le Compas : BP 72 43 002 Le Puy Cédex, 6F
Le Gai pied : BP 183 75 523 Paris Cédex 11, 7F, 20 pages
Le Cliton : 21 rue Jean Castagno 30 100 Alès
APL : 26 bis bd R. Schumann 44 300 Nantes
Sans Frontière : 35 rue Stephenson 75 018 Paris.



L'Etat contre la Bretagne

*«Ecologiquement parlant,
on ne peut pas être autre chose qu'autonomiste»*



D'Argentine à Paris : L'internationale terroriste

*Des officiers français ont jadis initié
leurs collègues argentins
à la lutte «anti-subversive».
Les élèves ont aujourd'hui dépassé les maîtres,
et les maîtres en sont fiers !*

Buenos Aires, 8 septembre 1979, deux jours après l'arrivée dans la capitale argentine de la mission de l'OEA (Organisation des Etats Américains) chargée d'enquêter sur les 20 à 30 000 cas de «disparitions» opérées par l'armée et la police de Videla. Nous sommes dans les locaux de l'état-major général de l'armée de terre, où une cérémonie amicale se déroule : le général Suarez Mason, assassin galonné honorablement connu, remet à l'attaché militaire de l'ambassade de France à Buenos Aires, le colonel Jean-Claude Le Guen, la médaille de son «état-major général».

Fort satisfait, notre colonel se fend d'un petit discours qui fera date dans les annales diplomatiques de la «Démocratie Française». Je cite : «J'ai partagé moralement à vos côtés les heures difficiles, mais ô combien exaltantes, de l'intervention des forces armées, conscientes de l'impérieuse nécessité de rétablir l'ordre et de revenir à la sécurité. Dans ces circonstances, il m'a été donné de mesurer les qualités professionnelles et humaines d'officiers pénétrés de leur devoir, assumant avec abnégation les responsabilités du pouvoir, et engagés dans le même temps dans cette lutte ingrate contre un ennemi sans scrupule».

Et ce n'est pas tout ! Ecoutez la suite : «Je suis tout à fait conscient que dans ce dur combat qui vous a été imposé par la subversion, le seul mobile qui vous animait était celui de préserver la liberté, comme l'aurait fait tout officier français au service de sa patrie». Et l'envolée finale : «Il est parfois nécessaire que les peuples, comme les personnes, affrontent des situations

Depuis le 17 septembre et pour certainement cinq longues semaines, 23 Bretons comparaissent devant la Cour de Sécurité de l'Etat. Leurs « crimes, allant du simple lien de parenté suspect à plusieurs attentats à l'explosif, sont tous « en relation avec une entreprise individuelle ou collective consistant ou tendant à substituer une autorité illégale à l'autorité de l'Etat ». Un procès où l'Etat français ne pourra pas franchir le fossé irréductible qu'il a lui-même creusé à grands coups d'oppression et de répression. Un procès incongru où l'Etat jugera ceux qui ne le reconnaissent pas.

A l'entrée du Palais, la psychose de la machine infernale mijote doucement. Une dalle légèrement disjointe inquiète les serres de sécurité qui balladent leur détecteur avec circonspection. Je suis fouillé non seulement à l'ouverture de l'audience, mais également après sa fermeture. Motif : j'ai regardé de travers les fresques du palais. Sous une fausse tapisserie de pourpre et d'hermine, quinze hommes encadrés de deux pandores chacun arrivent dans le box des accusés. Les huit autres sont prévenus libres. Fourragère blanche à l'épaule, arme à la hanche, une brochette de gendarmes présente bruyamment les armes à l'entrée de la cour, trois civils et trois militaires, des officiers généraux, s'il vous plaît. Quand on juge ceux qui ont porté atteinte à l'intégrité du territoire national, on ne badine pas avec le style pompier.

Une aura clandestine

Question impertinente : qu'est-ce qu'un territoire national, sinon le misérable patch-

work de provinces vaincues, achetées, pillées, offertes en cadeau de noce par le plus fort, celui qui avait pour seul mérite, la position centrale ? Mais côté cour, on ne pose pas ce genre de question. La Bretagne, c'est le floklore : « Vous participez à des festou-noz ? » demande le président Allaer. « Vous jouez de la bombarde, un instrument spécifiquement breton » croit-il devoir préciser finement, aux cours des interrogatoires de personnalités. Pourquoi n'a-t-il pas demandé non plus où étaient passés leurs botoù coet... Les clichés péjoratifs renforcent le divorce.

Qui sont-ils, ces Bretons emprisonnés ? Des gars du pays, des gens simples, qui souvent ont été contraints de s'expatrier puis sont revenus après un séjour à Paris ou dans l'armée, les deux purgatoires du péché d'être né breton. Il y a là Yann Puillandre, redevenu agriculteur, qui conte à ses juges les quarante ans de sa vie et ses vingt ans de militantisme. Il a « une aura clandestine » dit le président pour conclure le long témoignage de ce type au profil marqué qui a vu son village vidé de toute jeunesse et a connu l'infamie des petites annonces dans un journal du nord de la France, où l'on

pouvait lire ces mots : « un chargement de Bretons arrivera à la gare de St Quentin, vous pourrez venir choisir sur place le personnel agricole ». Ceux qui ne portaient pas ramasser les betteraves signaient auprès du contremaître-recruteur de chez Citroën un contrat. Trois jours après, il fallait rejoindre... comme à l'armée. Après Puillandre, après un séjour au Maroc, où il se reconnaît parmi les colonisés, rentre au pays. Il participe au Skollard ar Vro (le parti du pays), puis au FASAB (Front autonomiste socialiste autogestionnaire breton). On lui reproche d'avoir organisé des sessions de formation de militants. « Ce qu'on ne reproche point aux jeunes giscardiens d'« Autrement » qui se sont réunis dans le même but en septembre dernier à St Pol de Léon » réplique-t-il.

Il y a là Loïc Le Garantec, un ancien permanent de la clinique des oiseaux de Portsall au moment de la marée noire. Il y a là Alain Coviaux qui répond d'attentats contre la Préfecture de Rennes, les bureaux de la Shell, la DDE, pouvoir bureaucratique et central, pollueur patenté, fauteurs de remembrement. Nous ne pouvons même pas dire que les cibles étaient mal choisies. Chez tous, le souci a été constant de ne jamais porter atteinte à la vie humaine. Il y a là Erwin Le Coadic à qui l'on reproche une action contre l'entreprise qui construit la caserne de Ty-Vougeret. Il y a là Guy Stéphan de l'arsenal de Brest et Bernard Le Gouest, militants CGT, il y a là « les anciens », ceux du procès de Versailles et qui en ont déjà pris pour quinze ans. Ce sont Chenevière et Montauzier. S'ils ne s'expri-

ment pas toujours facilement, le premier a un défaut de prononciation qu'exploite le président, ils prennent disent-ils leur responsabilité, confirmant certains attentats et refusant la paternité pour d'autres.

Tortures indirectes

Ainsi, le relais télé de Pré en Pail dans la Mayenne, ce n'est pas eux. S'ils l'ont avoué, c'était, clandestinité oblige, pour égarer les pistes... C'était également après six jours de garde à vue pendant lesquels ils ont été interrogés respectivement pendant 64 heures et 52 heures dans les locaux de la SRPJ de Rennes, au mépris de la Convention des Droits de l'Homme, par dessus laquelle ces messieurs de la sûreté de l'Etat sautent à pieds joints. Beaucoup sont revenus sur leurs premières déclarations extorquées par des procédés de torture indirecte. De son côté, Le Canard de Nantes à Brest dénonce dans son dernier numéro les sévices (règle dans l'anus, menace au penthotal, coups dans les tempes et la nuque, dents en moins)... subis par les dernières victimes du coup de filet du commissaire Le Taillanter. On se souvient que ce dernier, après avoir annoncé pour le moins prématurément le démentèlement complet du réseau FLB, avait vu sa maison néo-bretonne soufflée par des explosifs.

Renaissant de ses cendres, on le voit, le FLB n'est pas un groupe facile à cerner. La



**Goldman assassiné. Comme Curiel, hier.
Les commandos de la mort à Paris comme en Argentine ?
L'internationale sécuritaire se porte bien.
Et les Etats en sont les grands agents.
Que voulez-vous, restructuration économique mondiale oblige,
qui dépossède les peuples de toute maîtrise sur leur avenir.
Alors on soutient des années Bokassa,
quitte à prendre sur le très tard des allures d'humaniste offusqué.
Alors on pourchasse l'autonomiste breton.
La « nouvelle droite » fait joujou avec le racisme.
Attention à garder les nerfs solides et la tête claire,
à l'heure où l'« ordre » se sert des plus obscurs démons !**

exceptionnelles pour donner la pleine mesure de leur capacité. Je suis convaincu que l'Argentine ne manquera pas ce rendez-vous avec l'histoire».

Alger - Buenos Aires, via Le Cap

Voilà. On est tenté de dire : « sans commentaires », devant l'énormité de ces propos. Mais justement, c'est trop énorme. Il faut crier, et rappeler une nouvelle fois ce qu'est l'Argentine de Videla qu'encense ce diplomate en uniforme : la dictature la plus sanglante d'Amérique Latine. Ces officiers aux si « grandes qualités professionnelles et humaines » ont à leur actif l'aassassinat de milliers d'Argentins, et la pratique à une échelle sans précédent des formes de torture les plus barbares : enfants mutilés devant leurs parents, prisonniers découpés vifs à la scie électrique, détenus clandestins des camps de concentration régulièrement précipités d'hélicoptères au-dessus de la « selva » et de l'Atlantique...

Ce que nous dit clairement le colonel Le Guen, c'est que demain, lui et ses pairs de l'armée française, sont disposés à nous imposer le même régime, pour « préserver l'ordre et la liberté ». Car il faut le savoir, la « subversion » que combattent les militaires argentins ne concerne pas principalement l'action des organisations armées de gauche, pratiquement détruite dès 1976 : la « subversion », c'est bien celle des ouvriers et travailleurs argentins, coupables de « guéril-

la industrielle » dans le vocabulaire de la doctrine de Sécurité Nationale.

Or qui, précisément, a contribué à constituer cette doctrine au sein de l'armée argentine ? Réponse : les officiers français vétérans des guerres d'Indochine et d'Algérie, venus à Buenos Aires au début des années soixante pour prêcher leur bonne parole. L'un des prédécesseurs de Le Guen était le colonel Ossent qui, durant plusieurs années, a donné des cours de « lutte anti-subversive » à ses collègues argentins.

Quant à Le Guen, nommé à Buenos Aires quelques mois avant le coup d'Etat de mars 1976, il était auparavant attaché militaire au Cap, où il avait été mêlé de fort près à toutes les ventes d'armes françaises au régime raciste et fasciste d'Afrique du Sud.

Ainsi, la boucle se referme : les élèves ont dépassé les maîtres, et ceux-ci viennent aujourd'hui les féliciter et apprendre auprès d'eux. Et au passage - autant que ça rapporte ! - fourguent les machines « made in France » à ces tortionnaires méritants. Automitrailleuses, tanks, avions Mirage, etc. : la France est aujourd'hui devenue l'un des principaux fournisseurs d'armes de Videla (1). Tout se tient....

La « solution finale » des « disparus »

Alors on doit bien se poser la question : est-ce vraiment un hasard si l'attaché militaire français, représentant autorisé de

Giscard et de Bourges, fait ces déclarations au moment précis où le monde entier a appris avec stupeur la promulgation par la junte argentine de l'incroyable « loi » qui constitue la « solution finale » au problème des « disparus », en fait prisonniers clandestins des camps de concentration de l'armée et de la police ?

On connaît le projet : il s'agit de déclarer légalement décédées toutes les personnes qui n'auraient pas répondu à l'appel de leur nom dans les journaux dans le délai de 90 jours. Même les nazis n'avaient pas trouvé ça ! Pour que la junte se permette de larguer une telle monstruosité à quelques jours de la visite de la visite de la Commission des Droits de l'Homme de l'OEA (2), celle-ci doit vraiment se sentir intouchable... Et de fait, faisons un bilan rapide de ses rapports internationaux. Les Etats-Unis préféreraient certes une dictature moins sanguinaire, mais ils gardent un silence prudent, Nicaragua oblige...

L'URSS n'a même pas ces scrupules : le 22 août dernier (le jour même de l'annonce de la « loi » sur les disparus) le général Ivan Jacovik Braiko, chef d'une délégation militaire soviétique, remerciait en ces termes le général Viola qui venait de le décorer : « Les échanges de délégations militaires entre la Russie et l'Argentine permettront le renforcement et la consolidation de la formation de ses cadres supérieurs ». Et quelques jours plus tard, une mission militaire argentine « de haut niveau » était à Moscou, pour étudier notamment la possibilité d'importants achats d'armes...

Quant à l'Eglise, devenue une importante groupe de pression en Argentine, elle semble fort bien s'accommoder du régime en place, et on ne sache pas que le Vatican se soit ému des délires mystico-religieux de Videla, qui déclarait par exemple récemment aux victimes des inondations dans le nord du pays (27000 sans-abris) : « Dieu vous a envoyé les inondations comme châtiments. Il l'a fait pour vous mettre à l'épreuve et pour que nous nous purifions tous. Ceux qui traverseront le mieux cette épreuve en recevront le prix au ciel »...

Un Nuremberg deux

Pour ce qui est de la France, on a vu de quoi il retournait. Précisons seulement que l'ambassadeur argentin à Paris se félicitait tout récemment de l'excellence des rapports franco-argentins, et déclarait même : « Si quelques problèmes (?) se résolvent, il est très probable que le président Giscard d'Estaing se rende en Argentine ».

Alors, situation bloquée ? Pas tout à fait... Car la situation interne est loin d'être « stabilisée ». Malgré la répression, malgré l'élimination permanente des militants populaires les plus engagés, on observe un niveau assez incroyable de combativité : il ne se passe pratiquement pas de semaine sans qu'apparaisse une nouvelle grève, un nouveau conflit avec occupation des locaux, pour protester contre la misère et les enlèvements. Cela, les militaires argentins en sont parfaitement conscients, les classes



L'Etat contre la Bretagne (suite)

Cour de Sureté de l'Etat, quant à elle, n'apprendra certainement pas son organisation interne et ne saura même pas si chefs il y a. Le FLB, c'est trois clans unis dans la lutte : FLB-ARB (Armée Révolutionnaire Bretonne), FLB républicain et RNB (Résistance National Bretonne) connue aussi sous le nom «Trawalc'h» que l'on pourrait traduire par «Assez» ou mieux encore par «Ras-le-bol». Au-delà des divergences politiques qui sont le lot de l'extrême-gauche, ils sont tous socialistes autonomistes et bretons. Et ça, ils y tiennent. D'autant plus que la justice a ressorti de ses placards poussiéreux les dossiers de Yann Fouere et Ange Peresse, deux anciens du mouvement breton compromis gravement avec les nazis pendant la dernière guerre. La sinistre réputation de ceux-là a fait tellement de mal au renouveau breton que personne ne veut plus entendre parler d'eux. Aucun des deux n'a franchi les frontières pour se rendre au procès. Ange Peresse a été condamné à mort par contumace dès 1946. La lutte clandestine bretonne semble depuis longtemps exempte de séquelles réactionnaires. Pour faire bon compte, la Cour de Sureté de l'Etat a inculpé également Gérard Peresse, le fils d'Ange, un militant d'extrême gauche qui a totalement rompu avec l'idéologie paternelle, mais qui fait, pour la Cour, le joint tout trouvé entre les nazis et le FLB. L'amalgame est une pratique connue, elle permettra à la Cour de faire la démonstration suivante : le problème breton n'existe pas, seul existe le problème de la résurgence du nazisme, il faut donc y mettre un terme et punir. C'est ignominieux.

Ecologie - autonomie

Revendiquant ou non leur appartenance au FLB, nous avons en face de nous des gens abimés par trop de mépris et d'incompréhension qui portent les atteintes faites à leur culture et à leur terre comme autant de plaies vives. L'interdiction de parler la langue, la militarisation du sol, son envahissement par les touristes - seule industrie autorisée -, le littoral mazouté, les champs remembrés... Comment ne pas comprendre qu'il soit devenu autonomiste ? Autonomiste parce que «régionaliste» est devenu un mot édulcoré dont les partis de tous bords se sont ornés. «L'environnement, c'est aussi la langue, c'est se sentir bien à tous les niveaux. Ecologiquement parlant, on ne peut pas être autre chose qu'autonomiste» me dira-t-on parmi les Bretons venus assister aux procès de leurs frères. Si les alternatives politiques parlent toutes de socialisme et d'autogestion, les alternatives économiques évoquent une Bretagne auto-suffisante à vocation agro-alimentaire et maritime. On me décrit le port de Brest débarrassé de ses bateaux grisâtres et guerriers, devenu le plus grand et le plus prospère port européen...

Le plastic est-il pédagogique ?

L'expérience de la pseudo-démocratie a invité à l'action directe. Le plastic est-il pédagogique ? Ceux que j'ai rencontré défendent des thèses intéressantes. Selon eux, 80% des Bretons sont favorables à un pouvoir régional, c'est-à-dire sont autonomistes sans le savoir. On signale ici et là des appréciations, des commentaires et des expériences qui montrent une population plus complice qu'elle veut bien le laisser entendre au premier abord. Ainsi, quand le local des Renseignements Généraux a sauté

plusieurs fois de suite, les voisins fatigués de remplacer leurs carreaux ont manifesté en ville... pour le départ des RG. Ailleurs des communes ont véritablement détourné des fonds de l'Etat. Elles se sont montées en SIVOM et, avec les subventions obtenues, elles n'ont pas bâti en commun un stade ou un marché couvert, mais ont créé un journal parlé en langue bretonne sur radio-cassette.

Si l'on reste sceptique sur l'accueil réservé aux actions du FLB, il développe une théorie de l'éco-sabotage qui réveillera sans doute les vieux débats et les vieux démons de l'écologie. Le béton qui a coulé depuis orientera-t-il le débat ? Bref, le jour où l'Etat installera en terre bretonne les centrales nucléaires, dont ici personne ne veut, il construira parallèlement un arc de triomphe au FLB. Si ce dernier lutte de manière explosive contre l'atome, il remportera très probablement l'adhésion de la population. EDF le sait bien, qui hésite à construire Plogoff par peur du coût des attentats.

Pour cette première semaine, le procès dont le mouvement avait souhaité qu'il soit un temps fort pour l'expression bretonne, s'enlise sans grand éclat de voix. L'avocat général Colette jubile. Sur le banc des accusés plane l'ombre des sanctions infligées à la Corse. Pour la première fois depuis longtemps, on a emprisonné des femmes afin d'exercer un chantage sur leur compagnon en fuite. L'une d'entre elles, Marguerite Gendrot, est en prison préventive depuis le 11 juin. Pour la première fois, un mineur passera à huis clos en Cour de Sureté de l'Etat, après tous les autres. La défense qui n'a pas pu être collective (rançon d'un flou FLB, ou sentiment de désaveu entre clandestins arrêtés ?), est partagée entre plaidoirie politique et plaidoirie individuelle. Cinq des détenus ont choisi cette dernière méthode. C'est dommage, car la Cour va vouloir trier, trouver les meneurs, raquer ceux qui ne voudront pas abjurer, soupçonner le récidivisme... Et pourtant, ils sont 23 à passer sous les fourches giscardines, 23 à risquer de longues années de prison : une recette infallible pour voir se lever de nouvelles troupes de marins, d'ouvriers, de paysans.

Yves-Bruno Civel ●



Les pavés du désespoir

Le 7 juin, cinq militants communistes libertaires étaient arrêtés rue de Passy, à Paris, dans le 16ème. Il s'agit de Fabrice Liégeois, 18 ans, lycéen ; de Michel Limousy, 19 ans, lycéen ; de Marc Babuti, 19 ans, lycéen ; de Mathias Ligeard, 23 ans, fonctionnaire ; et de Jean Pierre Grandjean, 30 ans, frigoriste. Ils sont inculpés d'infraction à l'article 314 (loi anti-casseurs) et de fabrication et transport d'engins explosifs. Ils risquent cinq ans d'emprisonnement.

Ils viennent de nous faire parvenir cette déclaration : «Un jour avant l'ouverture officielle du scrutin des élections européennes, nous, jeunes autonomes et communistes libertaires, sommes allés voter dans le quartier de la rue de Passy, citadelle cynique du luxe et de l'argent. En guise de bulletin, comme expression de notre choix, les bourgeois du 16ème n'ont reçu que notre

colère incendiaire et nos pavés de désespoir. Nous qui aurions voulu être gentils, nous n'avons pu utiliser la gentillesse : c'est une réponse symbolique au terrorisme d'Etat, un soutien aux militants incarcérés. Nous étions passibles des Assises, nous le pensions tous. Pourtant le Parquet, avec le juge d'instruction, ont redescendu l'affaire en correctionnelle : des chefs d'inculpation ont également été retirés (les plus graves d'ailleurs). Dans quel but la justice voudrait-elle nous avantager, nous éviter de très lourdes condamnations ? Une des raisons possibles : en nous évitant les Assises, la «justice» peut fixer une date très proche et ainsi nous jugera en tout quiétude, car aucun soutien puissant ne peut se former durant les vacances. Ainsi la « justice » espère se débarrasser de nous en cachette. (...).

La liberté ne se revendiquant pas, la

révolution ne se revendiquant pas, nous ne pouvons honnêtement mendier aux institutions et aux dirigeants. Notre idéal étant radical, nos gestes le sont aussi. (...)

Nous appelons donc tous et toutes les camarades à nous soutenir afin que notre procès se déroule en pleine lumière, non dans l'ombre comme le désire Monsieur Peyrefitte et ses compères. Mais nous ne sommes pas les seuls à croupir en taule : en France, les prisonniers (ères) politiques sont nombreux (ses), et souvent oubliés (ées). Nous étions communistes libertaires autonomes, nous le resterons quels que soient les résultats de notre procès».

Le procès s'ouvre le vendredi 28 septembre, à 13h30, au Palais de Justice, 10ème chambre correctionnelle, Paris.

D'Argentine à Paris : l'internationale terroriste (suite)

dominantes n'ont jamais été aussi divisées sur les «solutions» susceptibles de régler définitivement ce «problème». D'autant plus que la politique économique de Martinez de Hoy est plus que catastrophique, et se traduit par la faillite et la disparition de secteurs entiers de l'économie nationale. D'où justement l'importance pour la junte de ses soutiens internationaux.

Mais même à ce niveau, toutes les portes ne sont pas fermées. La Commission des Droits de l'Homme de l'OEA a pour la

première fois décidé de se saisir de la question des disparus (malgré l'opposition de l'URSS), et il existe des «conditions objectives» favorables pour qu'une vaste mobilisation internationale se développe sur l'objectif véritablement «subversif» (3) de l'instauration d'une «démocratie sans réserve» en Argentine. L'idée circule depuis quelques temps, notamment après la campagne des COBA, que l'on pourrait constituer au niveau international un «Tribunal de Nuremberg» chargé de juger les crimes de la junte argentine et les gouvernements qui

continuent à la soutenir. On en reparlera bientôt.

François Geze ●

(1) cf. la brochure «Argentine : L'impérialisme français en question», éditée par le Comité de Soutien aux Luittes du Peuple Argentin, 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris.

(2) Arrivée à Buenos Aires le 6 septembre dernier, cette commission a enregistré des milliers de plaintes de parents et amis des «disparus». Si cette initiative est sans aucun doute positive, on peut craindre malheureusement qu'elle n'ait guère de prolongements concrets, sauf une éventuelle «pseudo-amnistie» qui ne changerait rien à la réalité de la dictature.

(3) Comme le prouve a contrario l'écrivain réactionnaire argentin Jorge Luis Borges : «La démocratie est une menace pour tout l'Occident».

la gueule ouverte

70 000 francs. Sept millions de centimes. C'est la somme que nous devons encore recevoir rapidement si nous voulons passer sans problèmes majeurs ce cap du 30 septembre. Les 55 000 francs que nous avons reçus depuis le 13 septembre (voir détail ci-dessous) nous ont permis de parer au plus pressé : quelques factures vieilles de cinq mois chez deux de nos principaux fournisseurs. Que les centaines de lecteurs qui, de 10 à 1 500 francs ont fait un geste pour que la G.O. ne « la ferme pas » à jamais, soient ici remerciés.

Cet effort, ce soutien, il est plus que jamais nécessaire qu'il continue avec la même ampleur que ces jours passés. Sans vos réabonnements, sans vos abonnements, sans vos dons, notre ferme volonté de continuer risque de se heurter à plus fort qu'elle.

Notre appel est d'autant plus pressant que seul un assainissement de notre situation financière peut garantir aux projets qui traînent dans nos têtes un statut autre que celui d'aventure périlleuse et mortelle.

Dès la semaine prochaine, le format de la G.O. subira une légère diminution : cinq centimètres de moins dans le sens de la hauteur. Avec pour compenser (très largement !) un passage à vingt quatre pages (car nous avons plein de choses à vous dire, et vous plein de choses à échanger). Le « logo » (graphisme du titre) deviendra plus sobre, tout en rappelant à nos vieux lecteurs des souvenirs des années 75 (voir ci-contre).

Contre-partie inévitable : une augmentation du prix de vente au numéro. A partir du n° 285 (mis en vente le 31 octobre), la G.O. sera vendue 6F. Une hausse plus douce que celle du coût de la vie entre le 1^{er} septembre 76 (passage de la G.O. à 5F) et aujourd'hui : 20% contre près de 33%. Le prix de l'abonnement restera dans l'immédiat au taux actuel : entre 200 et 300F pour un an. Raison de plus pour y souscrire : vous faites des économies, et vous nous assurez une rentrée d'argent sur laquelle nous pouvons compter.

70 000 francs. La mer à boire pour un petit canard sans pub ni soutien occulte. Une goutte d'eau si les milliers de lecteurs que nous comptons s'y mettent. Encore une fois, l'avenir de la G.O. est entre vos mains.

Marc Thivolle ●

Abonnements
Réabonnements

Dons

Total

Jeudi 13	1695	2345	4040
Vendredi 14	750	2400	3150
Samedi 15	2930	4785	7715
Lundi 17	5370	9460	14830
Mardi 18	2690	5650	8340
Mercredi 19	1795	3780	5575
Jeudi 20	1975	1080	3055
Vendredi 21	3590	1170	4760

23705 31470 55175

Pendant la même période :
83 nouveaux abonnés et 67 réabonnements.

Soyez accessibles au grand public

Ci joint un petit chèque, faute de mieux.
Sur le fond : Ecologie crie au secours, Le Sau-

vage ferme, vous appelez à l'aide, et tous depuis des années. Seule conclusion : il n'y a pas de public écolo pour toute cette presse. Faute de mécène ou de solution miracle il faut soit miniaturiser les organes actuels, soit procéder à leur fusion (redéploiement ! Hélas). Nous n'incrimons personne. La diffusion, c'est nous qui devrions la faire. Mais nous sommes comme vous, noyés de problèmes, d'actions à mener. Poussifs, nous nous faisons vieux sous le

harnais écologiste. Nous ne sommes pas le Bon Dieu.

La pluralité des titres écolos, ce serait l'idéal. Mais si l'idéal est irréalisable, il faut envisager autre chose. (...) Ou bien la presse écologique vit de son public et s'ajuste à sa capacité de lecture (nombre de pages), ou bien elle représente une sorte de gaspillage. Vous devez être assez intégrés à la vie du courant écolo pour être supportés sans efforts démesurés

et représenter quelque chose de vital pour être alimentés en partie par ce qu'écrivent les lecteurs.

C'est d'ailleurs un phénomène général (...) Les rayons des librairies (même ceux des écolos) se garnissent, mais nos rangs sont toujours aussi maigres. La percée n'est pas faite. Le sera-t-elle jamais ? Une révolution est le fait d'une petite minorité agissante, mais à condition d'avoir su, le moment voulu, mobiliser et lancer

une masse suffisante de sympathisants (...). Nous savons par ailleurs que rien ne sera acquis tant que la mentalité des gens n'aura pas profondément changé. Comment y parvenir ? La presse, bien sûr... Et une presse accessible au grand public. Certes le mouvement écolo doit avoir une presse à usage interne (le mieux serait des bulletins locaux), mais étant donné la somme d'efforts investis et les résultats (l'impact sur l'opinion), on se demande si c'est bien

Sur le terrain

12

LARZAC. L'assemblée générale de Larzac-Université se tiendra le samedi 29 après-midi et le dimanche 30 septembre à Montredon. Nous te demandons de faire un effort de participation, tant pour la vie même de notre association que pour son rôle actif dans la lutte contre l'extension du camp militaire. Comme l'ensemble des fermes des paysans, notre maison de Montredon est expropriée et elle devrait être à la fin de cette année, propriété des domaines. L'accueil se fera à Montredon samedi matin. Pour arriver sans détours, suivre le balisage à partir de la N9 en face de la ferme de l'Hôpital, en bordure du plateau « Larzac Nord Est » en direction de la Salvage puis Montredon. Pour l'hébergement et la nourriture nous demandons si possible l'autonomie de chacun, mais on peut toujours s'arranger si on nous prévient. Larzac-Université, BP 66, 12103 Millau cédex.

17

FETE DU PSU. Samedi 29 et dimanche 30 septembre fête du PSU

des Charentes au parc Jean Macé à Aytré (près de la Rochelle) avec le cirque Plume, la fanfare à l'ode, le théâtre du comité d'entreprise Alsthom, un bal folk le samedi soir, un groupe pop le dimanche. Et bien sûr de la bouffe, des boissons et des débats (nucléaire, femmes, vie municipale). 15F pour un jour, 25F pour les 2.

31

PROJET DE MARCHE BIOLOGIQUE à Toulouse. Les producteurs intéressés peuvent rapidement écrire à : Association Toulousaine d'Ecologie, Commission Agriculture 12 bis rue Dauterive, 31 300 Toulouse.

35

MAISON D'INFORMATION POUR LA NON-VIOLENCE, 32 rue de St Malo à Rennes, cherche à connaître personnes intéressées par son projet ; et à entrer en relation avec personnes ou groupes travaillant en parallèle : écologie, objection de conscience et insoumission, renvoi de livrets militaires, lutte contre les camps militaires, les centrales

nucléaires, etc. Permanences le mercredi 15-18h, jeudi 18-20h, samedi 10-17h.

37

COORDINATION NATIONALE antinucléaire à Avon près de Chalon les 29 & 30 septembre. Contact : comité d'information sur le nucléaire 101 rue J.J. Rousseau, 37500 Chinon

38

MAISON AUTONOME DE MALVILLE. Une cinquantaine de personnes ont participé les 15 & 16 septembre au ferrailage de la maison autonome dont les comités Malville viennent d'engager la construction non loin de Super-Phénix. A la suite de ce grand coup de reins, le chantier a sérieusement avancé. Sur la lancée un autre week end de travail collectif a été arrêté les 29 & 30 septembre. Si vous êtes intéressés et dans la mesure du possible nous annonçons à Joseph et Josiane Vincensini, 38510 Poleyrieu, tél. 88 50 03 (74) ou Marie-Jo Putinier, 88 53 69. Prévoir un sac de couchage et éventuellement une tente.

42.69

GRANDE FOIRE à la brocante et aux vêtements vendredi 28 après-midi samedi 29 et dimanche 30 au centre social du Cotatay, rue des eaux vives, 42500 Le Chambon Fougerolles. C'est une vente de solidarité consécutive à un chantier de récupération organisé par le Service Civil International, en soutien à un projet médical dans les bidonvilles de Lima au Pérou. S.C.I. chez L.L., 46 rue des Girondins, 69007 Lyon.

47

SOIREE SOUS L'EGIDE D'AMNESTY INTERNATIONAL. Paul Nehr, conteur, ancien comédien du Centre Dramatique du Nord propose des textes, des histoires graves, tendres, mais aussi drôles. Il nous conte des morceaux de vie, des légendes. Paul Nehr, accompagné du saxophoniste Yves Haffner d'un groupe de jazz de la région également, donne un récit de ses histoires, contes et fabulettes le vendredi 28 septembre à 21h au Centre Culturel de Villeneuve sur Lot. 47 300. Cette soirée est

organisée sous l'égide d'Amnesty International. Le bénéfice de la soirée ira à l'Association Prix Nobel de la Paix en 1979. Les billets seront en vente sur place au prix unitaire de 15F. minimum.

RENCONTRES «RELEXION-DETENTE» Sud-Ouest. En liaison avec le Mouvement International de la Réconciliation (M.I.R.) au «Relais de l'Amitié», 47 140 Penne d'Age, du samedi 6 octobre à 14h30 au dimanche 7 à 18h, 1^{er} d'une série de Week-Ends sur le thème : «Bible (ancien et nouveau Testaments) et Non-Violence» avec Hervé Ott, Maître en Théologie Protestante, membre de l'Equipe permanente du CUN du Larzac. La rélexion de cette 1ère rencontre partira sur : «La Violence, les Violences- D'où vient la violence, qu'est ce qui la provoque ? René Girard (La Violence et le Sacré : Des choses cachées depuis la fondation du Monde; Grasset 1972 et 1978) apporte-t-il une vision nouvelle des processus de violence ? En quoi son hypothèse est-elle différente des autres théories sur la violence ?» Renseignements et inscriptions au «Relais de l'Amitié» Tél : (58)41 21 97

58

HELIOCAPT. Depuis le 13 août, Hélicapt fabricant de capteurs solaires et de serres à Moulins Engilbert se débat dans des difficultés d'ordre bancaire. L'Association des Amis d'Hélicapt s'est créée le 29 août sous la loi 1901. Son but immédiat est de rassembler le maximum de petits porteurs de parts de 500F afin de lui permettre de prendre une participation dans le capital de la société en constitution. L'enjeu est important : une entreprise ouverte, fabriquant du solaire en France en 1979 ne peut pas disparaître et c'est en partie du public que dépend l'issue de la lutte engagée il y a maintenant un mois. Pour tous renseignements : Les Amis d'Hélicapt, Mairie, BP 25, 58290 Moulins-Engilbert. CCP 4253-62 n Dijon.

64

AMNESTY INTERNATIONAL. Pourquoi Amnesty a-t-elle adopté des prisonniers objecteurs de conscience ? Réunion d'information sur la situation des objecteurs dans divers pays d'Europe à la MJC de la

l'idéal. Trouvera-t-on jamais la bonne formule combinant l'organe de large diffusion et les pages locales tout aussi indispensables ?

En tout cas, sauf de brillantes exceptions, on ne peut apparemment pas faire vivre de nombreux bulletins locaux et une presse «nationale» très variée. Il y a des choix à faire. En demandant une réduction de la surface imprimée, je ne prêche pas l'obscurantisme, le caporalisme, mais j'essaie de faire preuve de réalisme. Les équipes de presse écologiste arriveront-elles à opérer les reconversions et fusions indispensables...et à motiver et relancer par là même la bonne volonté de leurs lecteurs ?

L'existence d'une presse écologique est vitale, mais il faut qu'elle soit adaptée à nos besoins réels. Sans cela elle est condamnée à rester pléthorique comme maintenant faute de lecteurs.

Daniel Carry

Crapuleusement vôtre

J'ai relu par hasard cette semaine un vieil article d'Arthur sur la manière dont les journalistes vous emballent ce qui les gêne dans un fait divers dégueulasse. Arthur concluait : «voilà comment informent crapuleusement les neuf dixièmes des journalistes français. Et moi je dis que tant que des crapules de cet acabit informeront crapuleusement dans leurs supports crapuleux, l'existence de la Gueule Ouverte se justifiera».

Arthur est parti. Les journalistes pourris sont toujours là, indéclinables, du *Parisien Libéré* au très respectable *Le Monde*.

Oui, par delà toutes les questions que l'on peut se poser, l'existence de *La Gueule Ouverte* se justifie.

Michel

«De la merde dans un bas de soie»

Que vous m'avez déçu au moment des élections européennes. A un tel point que je me demandais si j'allais me réabonner !

En effet était-il utile de vous montrer si hostile à ces élections qui sont quasiment le seul moyen

d'avoir accès aux médias, fallait-il prôner l'abstention, passer tant d'articles des A.T. défavorables. C'était bien la peine par la suite de vous étonner du score (qui semblait tout de même vous réjouir) et de pleurer que vous n'ayez que si peu d'abonnés.

Et pourtant, forts de votre soutien je suis sûr que nous aurions dépassé ces 5% et nos élus auraient pu gueuler pour dénoncer les drames qui se préparent dans tous les domaines et ce par les médias. Au lieu de cela nous avons 81 guignols à Strasbourg et un taux d'abstention que tout le monde a oublié (...)

Les voix des gens votant pour les écologistes ne sont pas toutes des voix de personnes convaincues ? Qu'auraient pensé ces personnes si nous avions été absents aux Européennes ? Laissez leur du temps pour évoluer.

Bien sûr les élections c'est de la merde, n'empêche que si des gars ne s'étaient pas présentés en 1976 peut-être que jamais je ne les aurais rejoint.

De plus je suis très déçu également du départ d'Arthur dont j'appréciais beaucoup les articles percutants.

Ceci dit je vous encourage tout de même à continuer, il serait dommage qu'un canard comme la *GO*, qui m'a beaucoup apporté de satisfaction, disparaisse.

B.

Paris ? Gaffe !

Mon chèque était prêt, accompagné d'un petit mot d'encouragement à tenir, et puis les urgences de la rentrée en ont retardé l'envoi. Voilà qu'arrive le numéro de cette semaine : «On continue». Chouette ! et j'ai envie d'étoffer un peu mon premier message.

Je me retrouve dans la plupart des idées exprimées, en page 8 et 9, par les autres lecteurs, plus rapides que moi à réagir, surtout avec celles de Jacques Rieu et de Paul et Brigitte Gerrer. Oui, la *GO* doit continuer à porter nos «espoirs», «désirs» et «luttas». Oui, la *GO* est un bon «outil» : irremplaçables rubriques, à amplifier encore, «Sur le Terrain», «Infos», «Ordonnances» (merci à Bernard Blanc de m'avoir fait connaître «5», le disque de J.J. Cale), «Courrier des lecteurs», «Alire dans le train», et

j'en oublie. Le «*Courrier des lecteurs*» et «*Sur le Terrain*» me semblent être les meilleurs outils pour les luttes concrètes que tant de lecteurs réclament ; à ceux-ci de savoir les utiliser : pourquoi Daniel Grimbert, qui dit, dans sa lettre du numéro 279, rechercher des groupes dans sa région depuis trois ans, n'a-t-il pas lancé des appels répétés dans la rubrique «*Sur le Terrain*» ? Et, s'il l'a fait, pourquoi les groupes n'ont-ils pas répondu ? Il ne fait pas de doute qu'en province, où la presse locale ne peut être d'un grand secours, quand elle n'est pas carrément hostile, le problème majeur reste l'isolement des individus et des groupes. Alors : «*Sur le terrain*» + «*G.O. - Contacts*» ?

Oui ! la *GO* doit continuer à «faire du constructif», c'est-à-dire pour un journal, de l'information solide ; je vous lis régulièrement depuis plus de deux ans et j'apprécie beaucoup vos enquêtes des derniers mois. (...)

Pour terminer, toutefois, une crainte : dans le cri joyeux «On continue», lancé par l'équipe, vous annoncez un rapprochement de Paris ; alors là, méfiance ! Raisons pratiques compréhensibles, mais attention au poison parisien qui a fait quelques ravages chez certains collaborateurs de *Libé*, notamment depuis 1978 : détachement des sceptiques, frivolité blasée et lassante à la fin, culte parfois abusif du «jeune» et du «nouveau», et une assez suspecte allégresse à brûler ce que l'on avait adoré après 68. Certes, le monde n'est pas né en mai 68, il ne s'est pas arrêté là non plus, mais sous prétexte de ne pas être dupe du rituel des anniversaires et refus nécessaire de l'autosatisfaction, devrions-nous nier, renier, onze ans et davantage d'expériences et même d'acquis ? Même si l'avènement de l'an 01 n'est pas pour demain, n'y a-t-il pas dans l'héritage de la dernière décennie une mine à exploiter et non à enterrer ? Alors, que renouveau ne soit pas trahison ou simplement oubli ! (...)

Jean Cibot

Ni dedans, ni dehors.

Depuis deux ou trois ans que je vous lis chaque semaine, nous avons fait du chemin ensemble. Personnellement, cela m'a ouvert les yeux sur pas mal de problèmes, je suis passé de la révolte intérieure à la

révolte militante, puis au ras-le-bol, envie de tout plaquer, de m'isoler, me replier, et puis depuis quelques mois, la réouverture avec de nouvelles petites responsabilités militantes à la CFDT.

La marginalité, c'est bien, mais c'est dur à supporter et surtout c'est un peu stérile et pas trop dérangeant pour le système. Je pense qu'il faut trouver le juste milieu, c'est-à-dire pas trop dans le système (troupeau) mais pas trop solitaire (loup) et buté non plus.

C'est pas facile, il faut lutter, mais quand on se sent plusieurs, beaucoup, des tas, et qu'on a un journal dans lequel on se retrouve, qui exprime ce que l'on sent, ça aide, n'est-ce pas ?

Pascal

La presse nationale, on s'en fout

Non. On ne se réabonne pas même si la *GO* est en difficulté. Si la presse est délaissée par les écologistes et les autres c'est sans doute que cela ne correspond plus à une nécessité. Pour ce qui me concerne j'en ai fini avec la masturbation intellectuelle, avec le catastrophisme.

Aujourd'hui j'ai envie de vivre, j'ai envie de créer, et nous prenons une autre direction, une direction concrète.

Nous faisons revivre une «exploitation» agricole dans un an. A partir de cela nous tâcherons de servir de terrain d'expérience - d'exemple - le livre ouvert que l'on pourra consulter à tout instant. Alors la presse au plan national... on s'en fout maintenant que nous sommes persuadés que rien ne changera si l'individu ne se prend pas en charge chez lui. Les essais de regroupement - de motivation - tout cela n'aboutit à rien si l'individu ne se sent pas intimement concerné (voir le mouvement syndical, voir Malville ...)

Et comment aboutir à cela ! Sans doute plus à l'aide de l'outil - presse - (quelqu'il soit finalement) où chacun attend du journal la solution.

La solution elle n'est pas dans le canard elle est en nous.

Il ne peut en être ainsi que si nous (les «militants») nous nous infiltrons sournoisement partout. Que si nous apportons des solutions concrètes aux problèmes.

Que si nous créons des petits pôles révolutionnaires autour de nous - partout.

Nous devrions être les miroirs révélateurs de notre société pourrie, nous devons aussi et surtout être des exemples (bons ou mauvais - tant pis) qui serviront - de référence, - de catalyseur surtout pour amener «les autres» à ne poser des questions qu'à réagir.

Dans ce vaste programme je ne vois pas bien où se situe l'action de la presse (...)

Bref j'ai envie de vivre les rêves que nous avons trouvés - entr' autre - dans la presse. Finalement elle nous a aidé cette presse à mieux nous trouver. Aujourd'hui, ingrats peut-être, nous passons à autre chose et nous croyons plus aux journaux locaux peut-être plus motivants.

François Gautier

Et l'humour ?

Excusez ces vulgaires billets, c'est le seul moyen de vous répondre «par retour du courrier». J'espère que les lecteurs vont se mobiliser, et pas seulement financièrement.

Pourquoi la *GO*, ne lancerait-elle pas régulièrement des débats sur des problèmes d'écologie vécue et ne publierait-elle pas largement les prestations des lecteurs ?

Je pense à des thèmes rarement ou jamais abordés et sur lesquels les lecteurs ont peut-être des choses à dire : l'hôpital (qu'est-ce que je fais le jour ou l'alternative n'est plus bio ou pas bio, mais bombe à cobalt ou crever ?), la vieillesse (y a-t-il quelque chose de plus anti-écologique que les ghettos pour personnes âgées ? C'est un problème pour toutes les cellules humaines et personne de nous n'en parle) l'entreprise au quotidien...

Je pense aussi à des thèmes abondamment abordés, mais toujours par les mêmes, de sorte que les nuances de nos réactions diverses se trouvent fermées au niveau du journal. C'est le cas de l'avortement, dont je ne suis pas le seul à penser que la *GO* le traite d'une manière excessivement simplifiée.

Et puis il y a le problème de l'humour. Nous ne rigolons plus souvent. Avant Malville, on était sûr de pouvoir se marrer en ouvrant la *GO*. C'était drôlement

ZUP, Place des Gascons le vendredi 12 octobre à 21h à Bayonne.

78

ECOLO. Réunion de la coordination écologique Nord Ouest de la région parisienne le 5 octobre à 21h à Houilles, Maison pour Tous, rue Zamenhof. Ordre du jour : compte-rendu de la coordination nationale antinucléaire des 29-30 septembre à Chinon. Contact : 823 93 35 et 914 10 75.

79

LE CPO organise à Celles sur Belle les 29 et 30 septembre un week end sur la Loi Veil. Pour tous renseignements s'adresser au CPO, 79370 Celles sur Belle. Tél. 26 80 44.

87

LE CLUB NATURE «L'ECREVISSE», association de jeunes, régie selon la loi de 1901, organise les 26, 27 et 28 octobre prochains, une exposition à la salle Jean-Pierre Timbaud derrière la mairie de Limoges de 9h à 19h. Intitulée «Biology des animaux dits nuisibles en Limousin», cette exposition a pour but de sensibiliser le public et en particulier les jeunes envers la condition actuelle des petits carnivores sauvages (Renard, blaireau, belette...) et des corvidés (pie, geai, corneille...) et d'aborder le problème de la faune sauvage locale de façon écologique. Elle se situe dans le cadre de la «Campagne Nationale pour la protection des petits carnivores» (lancée

par l'Epine noire des Ardennes, association qui édite «La Hulotte»).

Papiers

03

OCCASION. Journaux, photos, dessins, livres, vous pouvez tout imprimer avec la «Roto Offset 620», robuste et d'utilisation facile. Pour détail voir Chevallier C. Lycée agricole, Neuvy. 03000 Moulins.

13

POBLE D'OC. Depuis 1972 le journal Poble d'oc paraît, depuis 74 il a une orientation communiste-libertaire (résumée dans un livre Shéma pour une révolution occitane) fruit de son évolution de 72-73... Depuis l'assassinat l'an passé de son fondateur J.L. Lin Poble d'oc a continué à paraître, malgré les difficultés, avec une parution trimestrielle... Le prochain numéro doit paraître le 15 septembre mais pour continuer Poble d'oc a besoin de 5 000 frs car beaucoup de libraires ne payent pas leurs ventes... Ceci concerne tous les révolutionnaires car il serait grave que la négligence des libraires (plus particulièrement des libraires «parallèles») réussisse à tuer un journal c'est à dire parvienne au résultat que visait les tuteurs de Jean-Louis Lin ! Tous les soutiens : chèques, mandats doivent être libellés au nom de C. Deysson et adressés 2, rue du cercle à Peypin à Poble d'oc.

64

EDITIONS D'UTOVIE. La revue trimestrielle Tripot vient de sortir

son numéro 30 (66 pages 10F. fco à Utovie F. 64 260 Lys, CCP Utovie 4 854 75 J Bordeaux). Au sommaire de ce numéro : un compte-rendu du congrès européen de l'énergie nucléaire à Majorque, par André Torqueur une «lettre aux nouveaux paysans sur l'installation en milieu rural» par Jean-Marc Carité. A noter que ce numéro est intitulé «Halternative au Nucléaire» et qu'à ce sujet on y trouve plusieurs textes de réflexion et d'actualité. Et puis comme dans chaque numéro la rubrique «annonces et contacts», «en prendre et en laisser», «courrier»...

EDITIONS D'UTOVIE AGAIN. Les Editions d'Utovie vous rappelle qu'ils éditent outre la revue Tripot et l'Encyclopédie pratique, une collection de livres d'enfants. Parmi les titres, citons Pomme, La Bougie, Nino, Le Camion et d'autres... 8F chaque. «Un prix de Prinsic pour des friandises de chez Fauchon» (Libé). Commande es catalogue complet sur demande à Editions Utovie 64 260 Lys, CCP Utovie 4 854 75 J Bordeaux.

75

CARTES POSTALES ANTINUCLÉAIRES. 8 C.P. antinucléaires (en couleurs) tirage limité à 700 ex numérotés. La série : 22F franco de port (sa série signée : 40F). Paiement à : Collection «Les Mazuriaux» 8 rue du square Carpeaux 75 018 Paris.

Insurgés

25

PROCES. 6 militants du Centre d'Aide par le Travail au Tribunal de Besançon. Venez nombreux au procès des 6 inculpés de la section syndicale du CAT, au tribunal correctionnel de Besançon le Vendredi 28 septembre 1979 à 14h30. Union Locale des syndicats CFDT du secteur de Besançon 3, rue Champrond, 25 Besançon.

38

PROCES de J.P. Rabilloud à Bourgoin Jaillieu le Jeudi 11 octobre à 15h pour renvoi de papier militaire en soutien aux paysans du Larzac. Vous pouvez écrire à M. le Président du tribunal correctionnel de Bourgoin Jaillieu, 38300, ou envoyer un télégramme de soutien ou venir au procès. Fête de soutien vendredi 5 octobre à la salle de l'orangerie à Bourgoin à 20h30.

69

Le jeudi 27 septembre à 14h, 13 personnes sont citées à comparaître à l'audience de la 6ème Chambre du Tribunal Correctionnel de Lyon, prévenues d'avoir refusé de reprendre leurs papiers militaires et risquant d'être condamnées en vertu de l'article L 133 du Code du Service National. De plus, ce sera la première fois que se déroulera à Lyon le procès d'un

récidiviste. De nombreuses organisations politiques syndicales ou mouvements soutiennent les prévenus. Olivier Vial, coordinateur national des renvois de livrets militaires et Huguette Bouchardeau, secrétaire nationale du P.S.U seront les témoins cités par la défense. Nous souhaitons que vous puissiez participer à cet événement politique. -Venez soutenir la cause pour laquelle nous luttons : 14h, 6ème Chambre (derrière le Palais de Justice de Lyon, rue St Jean) -envoyez des télégrammes de soutien adressés à : Monsieur le Président de la 6ème Chambre Correctionnelle T.G.I. - Place Duquaire - 69005 Lyon -Soutien financier Louis Duvert CCP 2 145 99 H Lyon. De plus : PARTICIPEZ AU DEBAT ET A LA FETE DE SOUTIEN le 21 septembre au centre Pierre Valdo 69 Lyon, 176 rue P. Valdo. 19h à 21h : débat - 4 forums : - Le Larzac aujourd'hui... et demain - Droit démocratique dans l'armée, répression, - Droit à l'objection - Quelle armée ? 21h... Fête, musique, danse, bouffe... Pour l'U.D. C.F.D.T., la C.S.C.V., la C.S.F., le P.S.U., le M.A.N., le Comité Larzac de Lyon, I.D.S., le G.A.R.M., le C.L.A.M

25-70-90

FETE DES PAPIERS MILITAIRES aura lieu à divers points de ces 3 départements du 20 au 27 septembre, à l'occasion du procès en appel de 3 renvoyés de livret militaire le 27 à Besançon. Le comité de soutien au renvoi des papiers militaires de Montbéliard-Belfort a édité une plaquette où l'on trouve le programme de cette semaine. Rendez-vous le 27 à 9h devant le Palais de Justice de Besançon. Renseignements : 91 35 30 à Montbéliard, 16 quai Vallet, librairie Guingue à Belfort. au vieux cep 19 rue Asace Lorraine à Vesoul, aux sandales d'Empédocle 138 grand rue à Besançon.

78

LE C.S.O.C Yvelines reprend ses activités... Il tiendra sa 1ère réunion jeudi 27 septembre 1979 au Centre 8, 8 rue de la Porte de Buc, 78 000 Versailles à 20h. Tous les objets, antimilitaristes et sympathisants seront contents de se retrouver pour s'informer et définir des possibilités d'actions dans la région. Plats de résistance : - l'OP 20, - fascicule d'informations sur le statut dans les mairies, -(à compléter)

Kultur

27

FESTIVITES se déroulant à l'occasion de la St Michel à Louviers. Nombreuses foires.

Pour tout autre renseignement : 40.22.80 poste 46 ou 40 22 80 poste 65

sain. Nous n'avons rien à gagner à nous prendre tellement au sérieux.

Voilà en vrac quelques réactions à l'appel d'Isabelle, en attendant le prochain numéro.

Longue vie à la GO.
François Gille

Le reflet d'une situation de crise

Voici venu le temps du réabonnement. Après avoir parcouru avec vous un bout de chemin, suivi votre longue spirale depuis la fusion entre la Gueule Ouverte et Combat non Violent, voilà que j'ai tout à coup le tournis. (...)

La crise de l'écologie, sa tentative à participer aux joutes électorales, son abandon des fondements libertaires qui faisaient d'elle quelque chose d'irréparable dans le combat droite-gauche, ont permis l'achèvement du puzzle mis en place par le système capitaliste en pleine restructuration.

L'écologie soupape de sécurité : voilà ce qu'il reste des espoirs de tous ceux qui, déçus par l'agglomérat marxiste, voulaient « autre chose », expérimenter une autre vie, abandonner la vision étroite de l'économie pour celle de l'écologie. La Gueule Ouverte en crise n'est qu'un reflet de cette situation. Désormais, la presse écologiste ne sera citée que si son contenu est celui d'une « écologie propre ». Voilà le crâneau prévu par les médias. Le Pont correspond à ce produit mais les autres, jusqu'au Sauvage, qui n'étaient pourtant pas le flambeau de la révolte, sont destinés à rester dans la marge. (...)

Verra-t-on apparaître les nouveaux écologistes ?

Erik

Folk's magouille

Il n'est pas de me relancer, je me réabonne pas à la Gueule Ouverte. La GO je la lisais de moins en moins ces derniers temps. Parfois le courrier, des lecteurs ou les trop rares articles d'Asselin. Alors à quoi bon soutenir un journal moribond qui creuse sa propre tombe. Croyez-vous que vous allez tenir longtemps ainsi avec sous-

criptions et lamentations stériles, vos abonnements sont assez chers comme ça.

La GO est un journal marginal et vous l'avez choisi, quoique vous disiez. Pas de publicité dans vos colonnes, d'accord, des articles d'une portée souvent douteuse, rébarbatifs, parce que vus par la lorgnette de personnes qui pensent avoir quelque chose à dire mais pour le plaisir de s'entendre parler...

Alors ne vous plaignez pas d'avoir un cercle de lecteurs restreint, d'un manque d'intérêt de la part de ceux-ci.

Bon, je vais m'arrêter là, je commence à avoir la désagréable sensation de parler dans le vide, de toutes façons les jeux sont faits, libre à vous de continuer vos magouilles, je voulais juste donner mon avis.

Je ne fais rien pour vous remonter le moral, pire, je vais m'abonner à Rock'n folk. (Si, si !)

Fabienne Fehrenbach

Il faut prendre la parole

Est ce le moment pour la GO de fermer boutique ? Je ne le crois pas et ça me décevrait beaucoup. Certes le journal n'a plus de chroniqueurs scientifiques militants comme Prémilieu, Lebreton, Le Henaff, il n'a plus la belle écriture polémique d'Arthur, le couplet sur la folie de Gentis mais il reste le journal créé par Fournier, celui qui chante sur les décombres fumants de cette société.

Est-ce parce qu'il n'y a plus d'alternative politique de gauche au régime actuel que la GO se meurt ? Est-ce parce que les marxistes léninistes de la ligne Tien Tsao Ping s'entretenant avec les marxistes léninistes de la ligne Brejnev que vous ne trouvez plus rien à dire, que vous n'avez plus de fric pour paraître ?

Pour moi c'est justement le moment où il faudrait prendre la parole. Les résultats des élections européennes montrent bien que les écologistes ont une audience (même si souvent les candidats ne disent que des conneries). Aussi, j'aimerais que la GO ne ferme pas sa gueule. (ci joint un chèque). Mais il n'y a pas qu'un problème de fric, il faudrait qu'il y ait d'autres perspectives et que le

journal sorte de la mélancolie générale.

D'abord nous devrions dire notre conception d'être homme ou femme. Nous refusons cette société où nous sommes rendus culs de jatte par la voiture, lobotomisés par tous les savants qui pensent pour nous. On nous laisse des yeux pour subir le dressage de la télé, une bouche pour bouffer des Danones et un cul pour chier nos déchets dans l'eau de la rivière où on se baignait dans le temps. Cette société ne peut tolérer que chacun utilise sa tête, ses bras, ses jambes, son sexe, son nez. Nous revendiquons le droit de penser, de renifler les bonnes et les mauvaises odeurs, le droit de nous fier à nos sens plutôt qu'à la télé. Il suffit de le dire, peut-être faut-il le dire en langage poétique pour être compris ? Si chacun pouvait écrire ses sensations nouvelles dans la GO, ses amours !

En ce moment, depuis mars 78, les réacs ne se retiennent plus, ils relancent cette vieille idée que nous naissons soit intelligents, soit « bêtes » et donc qu'il est normal qu'il y ait la classe de ceux qui pensent et dirigent et celle de ceux qui exécutent. Notre expérience nous montre que c'est cette société qui interdit à la majorité d'entre nous par les conditions de travail et de vie l'usage de notre corps. Foutez un grand savant comme Einstein au poste d'injection de mousses pour siège de bagnoles à l'usine Roth de Strasbourg, il deviendra con comme un balai et crachouillera ses poumons jusqu'à ce qu'il n'en ait plus.

Ma deuxième idée, c'est qu'il faut qu'à la place des religions et idéologies nous puissions dire comment nous voyons le monde : nous sommes de la nature nous vivons de la même vie que les animaux et les végétaux, nous respirons le même air. Alors pourquoi nous soucier de ce qu'il advient de nous après la mort ? L'au delà est ici, avec cette terre. Pourquoi tout massacrer et tout brûler ? Alors que les animaux et les plantes nous ressemblent et sont même supérieurs à nous : le chien pour l'odorat et l'ouïe, l'oiseau pour le vol, la vue et le sens de l'orientation. Pourquoi alors tout ce mépris de notre civilisation pour la nature ? Toutes les énergies dépensées à croire qu'un Dieu nous a faits supérieurs à tout ce qui existe, nous devrions les utiliser à nous penser parmi les plantes, les animaux et les cailloux, nous devrions les admirer, parvenir à communiquer avec, sans leur faire mal.

Ma troisième idée, c'est que la GO devrait discuter d'un pro-

gramme politique écologique. On croirait que pour les écologistes, « politique » signifie élections. Quelle surprise avons-nous eue à Strasbourg en voyant un tel ou une telle, militant(e) antinucléaire, se présenter aux élections législatives alors qu'il n'y avait pratiquement jamais eu auparavant de discussion sur le type de société que cherchent les écologistes.

Comment se fait-il que l'on ne discute pas dans la GO de livres comme celui de Lewis Mumford « Technique et civilisation » (sur-tout le dernier chapitre), « Ecologie et politique » de Bosquet, « Le chômage créateur » de Illich ? Et de ce projet politique du Mouvement Ecologique « Vers une société écologique aujourd'hui » aux Editions Le Sycomore ? Cette idée de limiter la durée du travail « social » de moitié et de ne fabriquer durant ce temps que des produits nécessaires et durables, de passer son temps libre à des activités artistiques et culturelles, voilà une idée qui mériterait d'être concrétisée.

Dernier point, les actions des écologistes sont toujours des manifestations de défense et de refus. En dehors du niveau individuel (cuisine, jardinage, chauffage solaire) il y a extrêmement peu d'initiatives collectives qui visent à matérialiser quelques idées nouvelles. Une histoire typique est celle des antimilitaristes. Durant la

guerre d'Algérie et la grève de la faim de Louis Lecoin, nous avions milité pour le droit à l'objection de conscience et au service civil. Nous savions bien que ce service civil resterait avorté du fait des entreprises capitalistes. Depuis, cette idée de service civil est combattue par les antimilitaristes eux-mêmes qui préfèrent la tôle à l'ONF. Les antimilitaristes sont contre l'armée, contre l'Etat, pour rien. Ils ne convaincront jamais les braves gens qui se souviennent de la bataille de la Marne ou d'Auschwitz. La défense civile non-violente, c'est un mot ; qu'y a-t-il derrière ? Rien.

Rien ne nous empêche de créer notre organisation de service civil au service des plus déshérités ou des victimes de grandes catastrophes. Rien ne nous empêche de créer en dehors de l'Etat, des villages ou des quartiers vivant en autarcie, des ateliers à la ville où on peut s'initier à des techniques, des réseaux d'approvisionnement, des ateliers fabriquant des choses belles et utiles. Rien ne nous empêche sinon l'envie de construire ensemble. Et pour cela, j'avoue du fond de mes trente sept ans qu'il y a de quoi être blasé. C'est précisément la fonction d'un journal de rapprocher des gens qui ne se connaissent pas mais pensent pareil, en publiant leurs idées et leurs réalisations.

Jacques Morel

Abonnement

1 an (52 n°) : 200 à 300 F selon vos revenus.
6 mois (26 n°) : 100 à 150 F selon vos revenus.
3 mois (13 n°) : 50 à 70 F selon vos revenus.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, Bourg de Saint Laurent en Brionnais, 71 800 La Clayette.

Je souscris un abonnement de mois.

NOM

PRENOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

J'abonne également pour une durée de mois :

NOM

PRENOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

Souscription

Je joins la somme de francs en soutien à la GO.
Bulletin à retourner à la GO, Saint Laurent en Brionnais, 71 800 La Clayette (chèques à l'ordre des Editions Patatras).

31

SOYEZ LES ARTISANS DE VOTRE SANTE. Vie et Action. Cours d'initiation en 8 séances à Toulouse. Faites table rase de vos conditionnements, apprenez des moyens pratiques d'être en bonne santé. Séances hebdomadaires le mardi à 20h, du 30 octobre au 18 décembre. Centre sportif Léo Lagrange.

Les causes véritables de la maladie. Les facteurs naturels de santé. Les régimes alimentaires. Respiration (méthode Plent). Relaxation. Réflexologie, etc. Séances animées par Alain Boudet, diplômé de l'Institut de Psychosomatique Naturelle de Lausanne, délégué régional de Vie et Action, et par l'équipe régionale Vie et Action. Places en nombre limité. Inscription avant le 23 octobre à Vie et Action en versant la participation aux frais : 80F (50F pour les adhérents au groupe régional).

44

SPECTACLE DE SOUTIEN au journal APL, le vendredi 28 à 20h30 à la salle omnisport de la Frébaudière à Orvaux. On peut réserver à l'APL, 26 bis Bd R. Shumann, on ne paiera alors que 30F, sinon le soir, c'est 25F.

69-71

STAGE DANSE FOLK débutant les 29-30 septembre au CREE. Col des écharmeaux 69 Poule. Bal folk le samedi soir avec CIDEX 12-60

71

BAL FOLK le 28 septembre à la MJC de Bioux à Charnay les Maçon. Avec CIDEX 12-60

«BAL FOLK» avec «La Sauteriotte» le 6 octobre à 21h au «Moulin à Légumes» rénové, 51 route de Montchanin à Blanzay 71 450 pour fêter la fin des travaux et le début des nouvelles activités.

BAL FOLK à Chalon/Saône le 3 octobre à 15h. Salle Marcel Sembat avec CIDEX 12-60 organisé par le folk-club.

A L'OUEST DE LA GROSNE tél. (85) 47 67 05, y'a France Léa les 28 et 29 septembre. C'est à 25 kms de Cluny, pardon 15, à 28 kms qu'il y a Chalon. Ambiance sympa, dirait Guy de Michelin. Plus que cela. Un bout de culture à la campagne qu'il fait bon avoir rencontré, sûr !

75

CENTRE D'ANIMATION DU FORUM DES HALLES. Du 25 au 29 septembre, groupe Rupay «Sacrée, les Andes» à 20h30 tous les soirs. Du 2 au 13 octobre tous les jours sauf dimanche et lundi Mont-Joia, musiciens populaires dont le but est de faire vivre et de diffuser par tous les moyens la culture occitane dans sa spécificité provençale. A 18h30. Du 2 au 13 octobre tous les jours sauf dimanche et lundi Patricio manns, auteur compositeur, interprète, représentant de la Nouvelle Chanson Chilienne. A 20h30. Prix des places 35F; Coll., étud. : 25F. Location sur place tous les jours de 11h à 18h. Le Petit Forum, 15 rue de l'Équerre d'Argent, Niveau 3 du Forum des Halles 75 001 Paris. Tél renseignements 297 53 47.

83

CENTRE CULTUREL DE CHATEAUVALLON. Deux journées de rencontre champêtre et de fête éco-

logique «Nature et Progrès». - Samedi 20 octobre, 21h film du célèbre réalisateur japonais Kurosawa «Dersu-Uzala»

- Dimanche 21 octobre : 9h30 film ou diapositives. Débat sur l'agriculture. 21h Soirée et animation musicale. Une marche, une randonnée cyclotourisme.

Le thème : L'homme, l'enfant et la nature aujourd'hui et demain. Débats par petits groupes selon thèmes choisis. Alimentation, médecines naturelles, agriculture et jardinage biologiques, éducation, environnement, forêt, artisanat et énergies renouvelables.

Les marchés du «mieux vivre» Un marché de produits agricoles de haute valeur biologique Un marché artisanal authentique Un marché d'informations - stands associations régionales 14h19h samedi et dimanche, ateliers créatifs, animation, spectacles enfants.

Pour tous renseignements et réservation emplacement de stand, écrire «Nature et Progrès» BP 13 83 510 Longues, tél 73 70 65 mardi, mercredi, jeudi matin seulement. 80 71 64 lundi, vendredi de 15h à 20h.

Divers

02

CHANSON ET FOLK PICARD. -Samedi 6 octobre, 21h, salle des fêtes d'Anizy-le-Château (Aisne), chanson et folk picard avec Patrick Séchet et Pierre Henocque. Entrée : 20F. Première partie : Pierre Chou-raki. Organisé par l'association Serpentaire. Buvette, sandwiches. Service retour en auto-stop pour les spectateurs le souhaitant.

07

VENDANGES. J'aimerais faire des vendanges de préférence avec des Mees et/ou filles sortis des normes de rendements, (rentabilité), profits. Pour octobre novembre. Ecrire ou téléphoner à Serge Joffre 07 380 Pont de la Beaume. Tél : (16-75) 38 05 39

11

TOUS TRAVAUX Offre mes services pour tous travaux de réparations de maisons. (peintures, plâtres, électricité, plomberie etc...) Dès novembre dans la région de Montpellier contre petites rémunérations en bouffe si possible, pour gens sympas R. Plateaux, Paraza 11 200 par Lézignan-Corbières.

29

OÙ ES-TU BELLE PRINCESSE, BEAU PRINCE ? Les Forces du ciel et de la terre vivent pour nous, alors relions nos Etres éparpillés avec l'Aura Cosmique et dérivons vers ces lieux sauvages, secrets et divins afin d'épouser le cœur de la vie, le centre des forces illimitées. Levons l'Ancre avant l'Arrivée de l'Apocalypse ! Salut aux Ames multiples, aux Indiens, Poètes, Balladins, Sauvages, Bardes, Troubadours, Jongleurs, Artistes, Saltimbanques, aux Etres illimités. A nous l'extase céleste, les veillées, les ballades dans le nouveau monde de l'Amour perpétuel, de la liberté astrale et de la jouissance illimitée. A bientôt : Dominique Gausson Loch ar Merdy 29-270 St Hernin (Finistère-Montagnes noires)

32

MIEUX CONNAITRE. -Cherchez toute documentation sur poulets et autres volailles. - Acceptez également propositions de connaissance sur le terrain. - Désirez aussi connaître les moutons, mieux connaître les chèvres. Tout stage sera bienvenu ! (bénévole de ma part bien sûr. Adresse : «Pour Christian Oillac» Pascale Goupil chez Mr Mathieu Le Domaine des Capucins, 32 070 Nogaro.

39

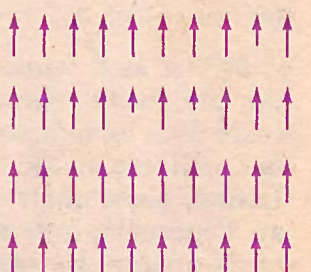
APPRENTISSAGE TISSAGE. Je cherche apprentissage chez tisserand (e). Ai déjà tissé seule et désirerais une formation poussée. Accepte toute région et toute proposition. Très important pour moi ! Pasteur Danièle, 21 quartier de la gare 39 140 Bletterans.

63

CHERCHE A LOUER(ou acheter peu cher) maison 3,4 pièces avec dépendances pour installer atelier d'ébenisterie. Région de Clermont-Ferrand, 35 à 40km. Ecrire Dugne Jean-Louis 15 rue Président Wilson 63 100 Clermont Fd.

66

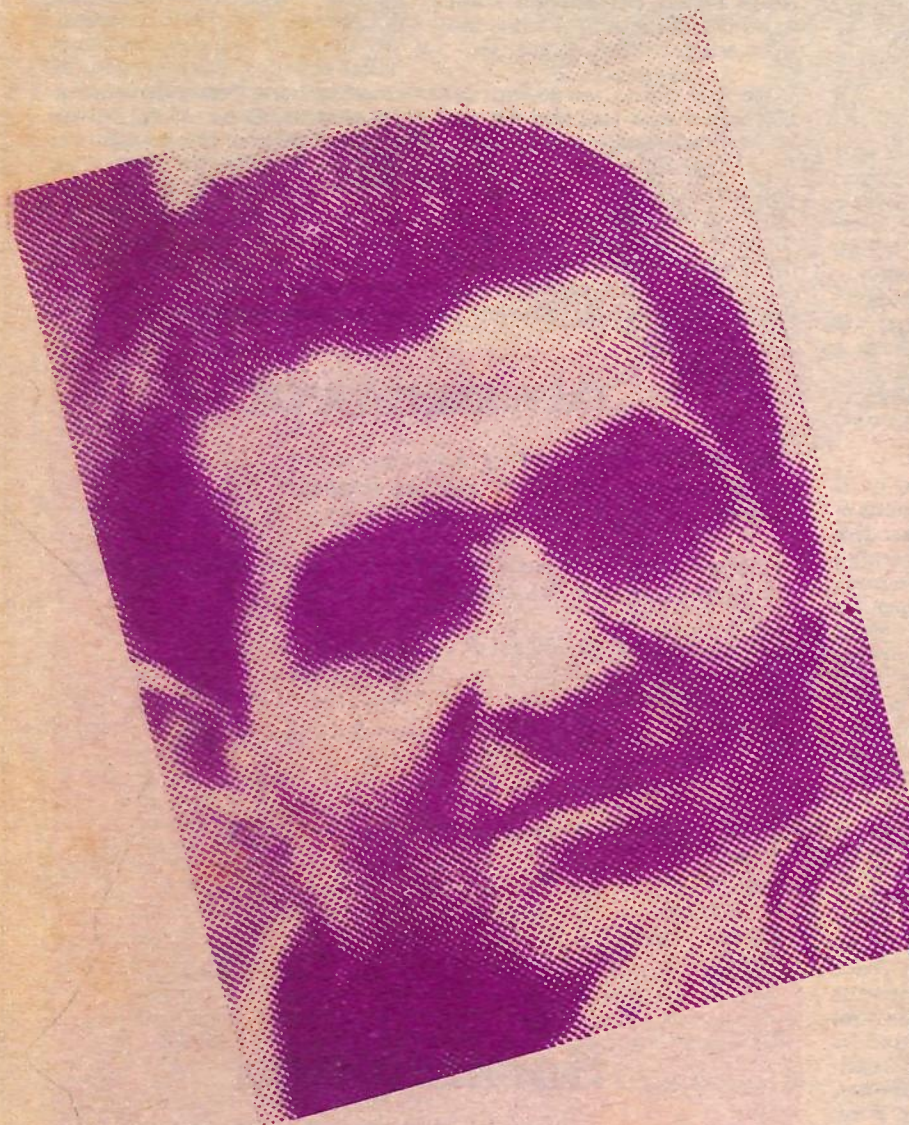
VENDS 4 hectares bonne terre, possibilité maraîchage, région Moissac, Tarn et Garonne. Possibilité trouver à se loger dans les environs. Ecrire : Martin 21 Bld A Briand 66000 Perpignan.



NEED YOU

Pierre Goldman

ou la singularité politique



Pierre Goldman. Né le 22 juin 1944 à Lyon, d'Altermojsze, juif, résistant et communiste, et de mère inconnue, juive, résistante et communiste. Reconnu en 1949 par une femme juive.

1959 : aux Jeunesses Communistes, organisateurs des SO antifascistes. 1960 : abandonne ses études et entre dans les milieux antillais. 1966 : tente de franchir la frontière mexicaine pour se battre en Amérique Latine, passe quatre jours en prison aux USA. 1968 : au Vénézuéla, lutte armée. 8 avril 1970 : arrêté, avoue trois attaques à main armée dont une pharmacie. Inculpé pour meurtre. Condamné à perpétuité par la Cour d'Assises de Paris en 1974. Jugement cassé le 20 novembre 1975. 4 mai 1976 : innocenté du double meurtre du boulevard Richard Lenoir par la Cour d'Assises de la Somme, condamné à douze ans de réclusion criminelle pour attaques à main armée. Quitte Fresnes le 5 octobre 1976. Devient journaliste à *Libération*, écrit « *L'ordinaire mésaventure d'Archibald Rapoport* », entre au comité de rédaction des *Temps Modernes*, voyage aux Caraïbes et au Vénézuéla, aime et défend la musique afro-cubaine, dirige une collection chez Ramsey, attend un enfant. Écrit, non sans angoisse. Il écrivait encore, quand, jeudi dernier à 14 heures, place des Peupliers à Paris, on l'a assassiné de plusieurs balles qui, où qu'elles se soient logées, visaient au cœur.

Jeudi, treize heures.

Je me prépare à passer l'après-midi dans les journaux, de rendez-vous en rendez-vous. A 14 heures, je suis à F Magazine quand Martine appelle de Libération. «J'ai une très mauvaise nouvelle, dit-elle, Pierre Goldman a été assassiné». J'ai dû blêmir, on n'attend jamais la mort, la souffrance me surprend. Je regarde Brigitte qui m'interroge des yeux. Le redire c'est comme transmettre la mort à nouveau. Pierre Goldman a été assassiné. Nous entrons dans le silence de sa mort.

Machinalement, je suis l'ordre de mes rendez-vous. Au Monde, un jeune journaliste, les pieds croisés sur un bureau, commente la mort de Pierre. Sur son visage, pas la moindre émotion. Je le regarde, il n'est pas des miens. J'ai honte de mon deuil devant lui, comme d'une sensibilité déplacée. Pierre Goldman, je ne le connaissais pas très bien, nous ne nous étions jamais rencontrés seul à seule. Dehors il pleut des cordes.

Au Matin, dans la grande salle de rédaction du premier étage, on travaille en silence. A chaque flash d'information, des groupes se forment autour des postes de radio. Certains d'entre eux sont bouleversés. Tous sont graves. Je les embrasse, j'ai besoin de toucher les gens, sentir leur chaleur. «Heureusement que demain, il y aura Libération, disent-ils, heureusement». A ce moment, la rivalité entre les deux journaux n'a plus de sens.

A Libération, le deuil est si présent que la souffrance relie chacun aux autres plus fort que les idées. Et je sens que c'est au sentiment politique qu'on a voulu toucher en assassinant Pierre Goldman. Par son assassinat en contraindre d'autres au désespoir. Et irréversiblement on nous a blessés. En effet. Et j'ai honte, j'ai honte de la haine intime dédagée par son assassinat comme d'une promiscuité répugnante. Honte d'être acculée à accepter sa mort ou à y répondre d'une même haine. Et je ne voulais pas, non je ne voulais pas, mais j'hérite de sa mort quand même. Parce qu'il ne parlait pas, n'écrivait pas, ne vivait pas hors de son émotion, parce que sa pensée naissait au cœur de lui-même, parce que, d'abord différent, il est né dans la souffrance et la guerre, parce qu'il a grandi dans l'angoisse, parce qu'il a été pris dans le piège de la justice, parce qu'il a été enterré durant sept ans dans un QHS avant la lettre, parce qu'il a traversé sa vie sans lui concéder d'angle mort, parce que pour tout cela on l'a contraint à la mort ultime, celle de sa chair.

Je pense encore à lui et à ce que je voudrais dire de lui qui m'échappe, la part irréductible qui fait de sa mort une mort à part de toute autre mort, même raciste et politique. Il était singulier, et c'est cette singularité à laquelle ceux qui l'ont tué ont voulu mettre fin. Singulier, c'est à dire intime et universel comme l'art peut l'être, parce qu'il mettait sa vie en œuvre, parce que son engagement était la vie même. Et c'est pourquoi l'assassinat de Pierre Goldman est le plus politique de tous les crimes : c'est un crime contre l'individu. D'autres qui l'ont connu et aimé mieux que moi diront sans doute un jour qui il était vraiment. Mais c'est cette image de lui qui était la mienne, et que je conserverai dans ma mémoire et dans mon cœur.

Et, parce que je suis une femme et qu'il était un homme et que cela ne peut s'oublier, je voudrais dire à travers sa mort aux hommes qui lui ressemblent qu'au delà des conflits qui ont pu opposer les hommes et les femmes et qui nous opposeront peut-être encore, il y a encore de l'amour entre nous.

Elisabeth Salvaresi ●